

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 27 AOUT
N° 239 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

**SEVESO
UN NUAGE
QUI
COMPLIQUE
TOUT** p.12

Le programme de Barre AUSTERITE ET REPRESSION

Tous les faux semblants de cohésion de l'équipe gouvernementale se sont écroulés : Chirac est parti en claquant la porte. Giscard et Chirac se sont expliqués chacun de leur côté sans masquer leurs divergences. Preuve de divisions profondes mais aussi d'impuissance face à la crise économique et au mécontentement.

Il n'est plus question pour l'instant de sortie du tunnel ni de reprise, Giscard ne peut plus masquer la gravité de la crise de l'impérialisme français. Pour remédier à cette situation, il a choisi comme remplaçant de Chirac un prétendu docteur miracle «le meilleur économiste de France» selon ses propres mots qui promet-il sera capable de sortir le pays de la crise. N'est-ce pas ce que l'on entendait, il y a un peu plus de deux ans lorsque Giscard plaça Chirac à Matignon, c'était aussi le meilleur premier ministre et les promesses de toute sorte pleuvaient. Le bilan est éloquent : franc dévalué, prix en hausse permanente, chômage record, conditions de vie et de travail dégradées, répression constante, licenciements de délégués syndicaux... tels sont les fruits amers de la société libérale avancée.

Que peut-on attendre de Barre, sinon la poursuite de cette politique à quelques nuances près. Il n'y a pas de politique de rechange possible pour Giscard aujourd'hui. Il a fixé trois objectifs à son nouveau gouvernement : lutte contre l'inflation, sécurité des Français et poursuite des réformes, c'est à dire austerité, répression et quelques miettes pour les vieux et les familles.

Alors qu'il s'était fixé comme priorité au début de son septennat de diminuer le chômage, il

n'a même pas prononcé le mot mercredi soir. Cette désinvolture par rapport au 1,5 million de chômeurs et à tous les travailleurs guettés par le chômage, donne la mesure de l'impuissance du pouvoir actuel à résoudre ce problème et confirme que le chômage continuera de croître.

Belle politique de rechange que nous ne connaissons que trop ! Les recettes du technicien Barre, c'est à nos dépens que nous les apprécierons. Pour redresser le franc et rétablir la balance commerciale, il appliquera les mêmes méthodes que ses prédécesseurs : blocage des salaires, compression d'effectifs, augmentation de la productivité, restructuration, ce qui signifie des licenciements, l'augmentation des cadences, le refus systématique de céder aux revendications et une répression accrue. Seule variante par rapport à Chirac : un recours renforcé au réformisme de façade, aux gadgets comme «la revalorisation du travail manuel», l'amélioration de la qualité de la vie...

C'est donc une poursuite de la politique qui nous a été infligée ces deux dernières années que Barre va mettre en oeuvre. Il sait qu'il aura la tâche dure : reflet atténué de la crise, la rentrée parlementaire sera agitée et l'UDR ne manquera pas de compliquer sa tâche. Mais c'est par rapport aux travailleurs que le gouvernement aura les plus grosses difficultés car le mécontentement des ouvriers et des paysans est grand et les luttes de la rentrée s'annoncent déjà nombreuses et déterminées. La classe au pouvoir est affaiblie, c'est un encouragement pour lui porter des coups redoublés.

Serge LIVET

voir nos informations p.3

LIBAN



**«NOUS AURONS À LIVRER
DES CENTAINES DE BATAILLES
CONTRE LES CONQUÉRANTS»
dit la Résistance**

«Les rumeurs de «solution politique» et la fausse trêve ne cachent pas les préparatifs des agresseurs syriens et des fascistes pour de nouvelles attaques contre les peuples palestiniens et libanais.»

voir p.7

• SONACOTRA :
La lutte continue.

- Un ouvrier écrasé par une presse, un autre brûlé vif. p.4

• Mgr Lefebvre :
un Royer en soutane.

- 50 enfants intoxiqués dans un centre aéré.

- Interrogatoire et perquisitions policières en Corse. P.6

• Allemagne :
Début de la campagne électorale P.7

• Namibie :
Le plan Vorster. P.8

LE SUPER A 2 FRANCS

Une des premières décisions du nouveau gouvernement sera d'augmenter le prix de l'essence. Le litre de super passerait de 1,96 F à 2 F ; l'essence ordinaire, le gaz-oil et le fuel domestique seront également augmentés de 2 à 5 centimes. Cette hausse du fuel qui intervient à la fin de l'été amènera un alourdissement du budget des travailleurs pour l'hiver et provoquera certainement une augmentation des charges locatives. La raison invoquée pour justifier cette hausse est la dévaluation de fait du franc par rapport au dollar, devise exprimant le prix du pétrole sur le marché international. Mais lorsque le dollar était en baisse par rapport au franc, on n'a pas vu le gouvernement diminuer le prix de l'essence et du fuel.

NAUSSAC LARZAC

**LES LUTTES DE L'ETE
CONTRE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE**

voir p.2

Espagne - ALMERIA

LA POLICE A TUE DE SANG FROID JAVIER VERDERO

*nous révèle
Ramon Navarro
d'après les résultats
de la commission
d'enquête*



voir p.8

REPORTAGE

LES LUTTES DE L'ÉTÉ CONTRE «L'AMÉNAGEMENT» DU TERRITOIRE

NAUSSAC

«Cette terre ne doit pas disparaître, elle est précieuse pour les travailleurs des villes et des campagnes».

Naussac : un petit village au nord de la Lozère, une vallée petite où les paysans vivent principalement de l'élevage. Une région, comme dans tout le département, fortement dépeuplée par l'élimination des petits paysans et la déportation des jeunes.

Il date de dix ans, ce projet de barrage, faisant disparaître Naussac et sa vallée et chassant près de 60 paysans de leur terre. Successivement abandonné, remanié (par Chirac alors ministre de l'agriculture), il est déclaré «d'utilité publique» en février 76.

Selon la SOMIVAL (Société de Mise en Valeur de l'Auvergne et du Limousin), il permettra de «faire revivre la région» par l'attrait touristique du plan d'eau. La réalité, c'est que ce réservoir doit servir à alimenter le cours supérieur de l'Allier pour les gros paysans de la Limagne, et surtout une centrale nucléaire dans la vallée de l'Allier.

6000 PERSONNES
LES 7 ET 8 AOÛT

Le rassemblement et la marche sur Naussac des 7 et 8 août, pour les paysans et la population locale (Langogne et ses environs), ont marqué un acquis important dans la lutte.

Près de 6 000 personnes (et non 1500 comme on a pu le dire à la télévision), ont répondu à l'appel du comité de défense. De quoi consolider l'unité des paysans et rallier les hésitants : certains ont la totalité de leur terre noyée par le barrage, d'autres une partie seulement, ce qui veut dire indemnisation différente mais de toute façon obligation de quitter le pays.

«Cette terre, nous la travaillons depuis des années. C'est important qu'elle ne disparaisse pas car elle est précieuse pour les travailleurs des villes et des campagnes». Repris largement lors de la marche du dimanche après-midi, «la terre à ceux qui la travaillent», «nous voulons vivre au pays», ces mots d'ordre ont été les thèmes développés lors des interventions de paysans de la vallée, du comité de défense des paysans du Larzac et des Paysans-Travailleurs de Loire-Atlantique qui luttent contre l'expulsion des fermiers de Cheix-en-Reitz.

CONTRE L'AMÉNAGEMENT
CAPITALISTE

Cette politique d'aménagement de la bourgeoisie qui

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225
75924 Paris Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

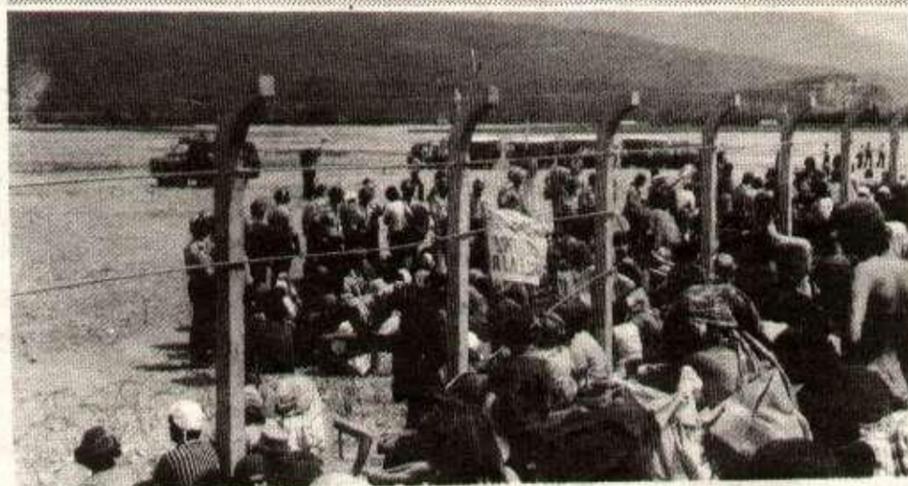
Téléphone 208 65 61
de 14 h à 18 h

suis ouvrier à Tournon, je suis venu parce que je connais la question et je suis avec les paysans, mais nous faire marcher, ça ne suffit plus pour construire l'unité avec les paysans, il faut en discuter directement avec eux, car c'est ensemble qu'on peut gagner».

Ce rassemblement est certainement un pas en avant pour élargir la mobilisation de la population locale et de Langogne (dont la participation faible le premier jour, s'est renforcée lors de la marche), et n'était pas «le déferlement de hippies, bandits et drogués» dont les notables locaux menaçaient les paysans. Le comité de défense a engagé un recours devant le conseil d'Etat, mais tous sont persuadés que seule la lutte paiera. Un rassemblement est déjà prévu vers la fin de l'année, lorsque les pelleuses viendront commencer les travaux. «Nous avons défendu notre terre contre l'envahisseur nazi en 1940, aujourd'hui, nous la défendrons contre ceux qui veulent nous la voler», lançait cet ancien résistant, paysan à Naussac, au cours de la marche.

Naussac vivra !
Nous voulons travailler
et vivre au pays !

fait partie intégrante de la politique de «restructuration et de redéploiement» de son économie, les paysans de la région ont montré qu'ils la refusent, comme les ouvriers en lutte contre les fermetures et les licenciements. «Nous sommes les licenciés de la terre et nous n'arriverons à rien si on ne s'unit pas avec les travailleurs des usines», disait un fils d'agriculteur de la vallée. La présence d'ouvriers en nombre non négligeable, d'une délégation de Lip, répondait à cette nécessité, même si les forums (luttas, nucléaire, aménagement), n'ont pas permis d'approfondir le débat. «Je



Communiqué des Paysans-Travailleurs sur Malville

Les paysans-travailleurs de la région Rhône-Alpes précisent leur position concernant la construction du surrégénérateur de Malville.

-1- Concernant les achats de terrain. Les agriculteurs de Creys Malville ne peuvent être tenus pour responsables de l'implantation de Super Phénix, car EDF, au moment des achats, ne les a pas informés de l'implantation du surrégénérateur et des dangers qu'il représente pour les habitants de la région.

-2- Il est inadmissible que le gouvernement décide de cette implantation, malgré l'opposition d'un nombre important de savants et sans information et consultation sérieuse de la population.

- Actuellement, aucun surrégénérateur de cette importance (1200 MGW), n'est en construction dans le monde, pour des raisons de sécurité.

- Nous ne voulons pas servir de cobayes aux trusts nationaux et inter-

LARZAC 76

CONTRE L'ARMÉE BOURGEOISE QUI DIVISE ET DETRUIT



Cet été 76, le Larzac a encore une fois été un des enjeux de la lutte engagée par les paysans contre la structuration capitaliste des terres, au service de l'armée bourgeoise ou d'un «aménagement» forcé, anti-populaire.

L'ARMÉE MANOEUVRE

L'armée a cherché à gagner du terrain cette année. Des fermes et des champs ont été rachetés, souvent par des intermédiaires pour le compte de l'armée. C'était le cas de la ferme du Cap d'Ase

(résidence secondaire cédée à l'année par son propriétaire de la ville). Plutôt que de courir le risque d'y voir des occupants comme les «amis des 103 du Larzac» qui vivent et travaillent aux Mares, aux Truels, à Montredon... sur des terrains militaires, l'armée a détruit son acquisition le 17 juillet. Voute crevée, citernes d'eau percées, intérieur dévasté : le Cap d'Ase est ainsi devenu, pour les paysans du Larzac et ceux qui les soutiennent, le symbole de «l'armée qui détruit» !

Dans leurs déclarations de cet été, les 103 du Larzac devaient dénoncer à plusieurs reprises «le travail accompli par des soldats aux ordres d'un état-major qui n'a rien à envier aux tristes exploits accomplis en d'autres temps au Vietnam, en Algérie, au Tchad», l'attitude d'une «véritable armée d'occupation»...

Un «mouvement pour la paix et l'ordre sur le Larzac», émanation d'un groupuscule de commerçants et propriétaires de la Cavalerie (soigneusement anonymes!), est né de la nécessité pour l'armée de diviser le Larzac et d'y accélérer l'acquisition de terres. Ces gens s'inquiètent du «désordre de nature à faire reculer l'industriel le mieux intentionné et qui fait ainsi crever Millau».

LA RIPOSTE: 4000 MANIFESTANTS

Aussi le 25 juillet, un nouveau rassemblement s'est attaché à répondre à ces manœuvres réactionnaires.

Près de 4000 personnes sont venues sous un soleil toride affirmer leur solidarité, leur volonté de garder le Larzac hors des pattes de l'armée du capital. Ils protestaient plus concrètement encore contre l'incarcération de 22 paysans et résidents du Larzac à Montpellier (suite à la destruction de papiers cadastraux de l'armée).

Les 8 derniers incarcérés ne furent remis en liberté provisoire que le 20 juillet.

Le thème politique «vivre et travailler au pays» énoncé par un militant de la CFDT de Millau, prit dans ce rassemblement, toute sa résonance, d'autant qu'il était accompagné d'un appel au soutien à Naussac, si proche...

Cette journée de mobilisation fut sanctionnée symboliquement par le labour et la moisson collective de champs de Montredon vendus par le sire De Bernis à l'armée et la pose d'une fenêtre et de quelques pierres pour reconstruire la ferme du Cap d'Ase, dans l'enthousiasme. Il faut pourtant remarquer que de nouvelles manœuvres se dirigent contre les paysans du Larzac : celles de la FDSEA, qui cherche à négocier en sous main «au moindre mal» avec l'armée. Cette manœuvre insidieuse a été singulièrement passée sous silence. D'autre part, les courants sociaux démocrates et pacifistes sont restés ambigus sur la nécessaire «vigilance» à donner à la riposte contre ces manœuvres.

Quand se dispersa la manifestation qui amenait une gerbe d'épis du Larzac à la porte close de l'usine Galtier, on pouvait se demander si tout avait été fait pour conjurer le bradage par la FDSEA des terres du Larzac.

Stéphane Raynal

LE REMANIEMENT VU PAR DES TRAVAILLEURS PARISIENS

«Il a changé de bourrique, mais le jockey est le même !» «Oui, j'ai entendu les nouvelles» un retraité parle. Nous sommes Porte Montmartre. Un groupe d'ouvriers retraités discutent autour d'un journal : «Chirac, bon vent ! L'autre, on ne le connaît pas ! Giscard, c'est la hausse des prix et les pensions qui n'augmentent pas. Sa politique est dure, très dure pour les travailleurs !»

Porte des Poissonniers, un ouvrier du centre de transport et de matériel des PTT : «Barre, c'est un inconnu pour moi. Je ne sais pas ce qu'il veut. Sûrement pas plus cher que l'autre. En tout cas, une chose est sûre déjà, c'est que c'est Giscard qui l'a choisi. Cela n'a rien de bon à priori ! Du point de vue de nos problèmes, je ne crois

pas que cela puisse les arranger, au contraire !»

La discussion a lieu à quelques mètres de l'entrepôt des «Bougeries de l'Europe». Sur la grille, on peut lire : «Fermeture définitive depuis le 26 mai». «Vous voyez à côté, ils étaient 150, ils ont été tous licenciés, la voilà la politique de Giscard». «Ils ont occupé, fait des manifestations, on leur a fait croire qu'il y aurait peut-être une solution et puis on s'est moqué d'eux ! Pendant ce temps, à l'autre boîte de la même maison, à Paris, ils font faire des heures supplémentaires aux gars !» «On ne peut pas leur faire confiance, voyez le résultat».

— Comment voyez-vous les mois à venir ? «Je ne sais pas, mais je ne vois qu'une solution, il faudra se battre !»

LA NOMINATION DE BARRE : SATISFACTION À LA BOURSE

Les «ministrables» se sont succédés hier chez Barre. Se sont succédés dans son bureau : Guichard, Lecanuët, Poniatowski, Sudreau... C'est le ballet rituel des remaniements ministériels, avec son accompagnement de rumeurs et de supputations, amplifié par les organes de presse comme si ces tractations de politiciens constituaient l'essentiel de l'actualité. La composition de ce nouveau gouvernement sera probablement donnée aujourd'hui. Quelle qu'elle soit, il n'y a pas à attendre un changement notable de politique.

Parmi les réactions à la nomination de Raymond Barre, une est particulièrement significative, c'est

celle des milieux bourgeois : le franc a en effet remonté et la bourse affichait un optimisme modéré. Que les financiers, et les patrons soient rassurés c'est bien la preuve qu'ils attendent du nouveau gouvernement la politique qu'ils souhaitent : blocage des salaires et subventions.

Dans les milieux politiques de la coalition présidentielle, les réactions sont mitigées. Du côté de l'UDR elles sont discrètes, mais annonciatrices de difficultés pour Barre; par contre centristes et giscardiens ne cachent pas leur satisfaction. Il faut donc s'attendre à une rivalité plus vive entre ces partis, rivalité qui ne pourra qu'affaiblir l'autorité du gouvernement.

La conquête des cadres : UN ENJEU DE LA LUTTE ENTRE PARTIS BOURGEOIS

L'annonce que les mesures sur la sécheresse seraient financées par une augmentation de l'impôt direct sur les gros et moyens revenus a provoqué une réaction immédiate des organisations de cadres peu décidées à faire les frais de l'opération. Ce n'est pas la première fois que les cadres critiquent le gouvernement et expriment leur mécontentement. En décembre, ils avaient même manifesté dans la rue contre le dé plafonnement des cotisations de sécurité sociale. Ce mécontentement s'exprime chaque fois que leurs privilèges sont rognés.

La CGC, organisation de cadres la plus importante et l'UGICT, organisation rattachée à la CGT se concurrencent sur le même terrain, celui de la défense des cadres

chies des salaires minime. En contrepartie, il leur serait accordé une plus grande participation à la direction des entreprises. L'UDR par contre demande le maintien

fonction dans l'entreprise.

LES CADRES : DES AGENTS DU PATRONAT

Les partis de gauche, la direction de la CGT assimilent les cadres à des travailleurs dont les intérêts convergent avec ceux de la classe ouvrière. Les ouvriers font l'expérience quotidienne en particulier dans leurs luttes que les cadres sont dans leur grande majorité les défenseurs des intérêts des patrons. Par leurs fonctions d'encadrement : agents de maîtrise, chefs d'ateliers... ils

catégorisations bourgeoises sous le vocable de cadres ne forment pas une couche homogène. Il y a ceux dont la fonction répressive est l'aspect essentiel, ou ceux qui ont pour tâche d'améliorer les techniques d'exploitation de la classe ouvrière. Mais pour certaines catégories, ces aspects sont beaucoup moins nets, ceux qui ont des tâches de conception ou d'expérimentation par exemple.

LES CADRES PROGRESSISTES

Dans la crise politique actuelle, certains cadres remettent leur rôle en cause et se rangent aux côtés de la classe ouvrière au cours de ses luttes, dénoncent le rôle que la bourgeoisie leur fait jouer, il est important de tenir compte de cette aspiration. Il est possible de gagner une fraction des cadres à la lutte contre le capitalisme, et non pas en se faisant les défenseurs de leurs privilèges mais sur les bases des intérêts de la classe ouvrière.

S.L.



en tant que tels, de leurs privilèges de salaire, de conditions de travail, de hiérarchie, privilèges qui les opposent à la classe ouvrière, car c'est de son exploitation qu'ils sont tirés.

LES CADRES : UNE CLIENTÈLE DISPUTÉE PAR LES PARTIS BOURGEOIS

La politique à suivre par rapport aux cadres est une des sources de dissensions au sein de la majorité parlementaire. Les giscardiens envisagent un relèvement léger de l'imposition des cadres, un resserrement de la hiérarchie

de la situation actuelle, elle s'est opposée aux lois qui pouvaient toucher très légèrement aux privilèges des cadres, loi sur l'imposition des plus-values par exemple.

Les partis de l'union de la gauche se disputent également la clientèle des cadres, en leur assurant dans leurs programmes un avenir radieux : sauvegarde et extension de leurs privilèges et en particulier au PCF, une plus grande part de responsabilité dans les entreprises. Ils sont un enjeu important, sur le plan électoral de par leur nombre et de par leur position dans la société, et leur

se font les instruments de la dictature patronale et de l'exploitation dans l'entreprise, ils ont une tâche de surveillance et de répression, et en cas de grève, il est fréquent de les voir s'opposer physiquement aux travailleurs. Leurs revenus très nettement supérieurs à ceux des ouvriers, leurs conditions de vie et de travail n'ont rien à voir avec celles des travailleurs. Leurs aspirations sont celles de la «promotion sociale», de la réussite individuelle et de l'identification à la bourgeoisie.

Mais ceux qui sont désignés communément dans les

PERQUISITIONS ET INTERROGATOIRES POLICIERS EN CORSE

Après l'action de Max Siméoni et de son commando contre la cave vinicole Cohen-Skalli, plusieurs déclarations ont enregistré de la part des partis bourgeois. Les partis de «gauche» ont condamné, en ces termes, le dynamitage de la cave du colon : «La violence armée ne peut que desservir les intérêts de la Corse, la discréditer, attirer la répression et faire le jeu de division du pouvoir». Les partis de droite, républicains indépendants, notamment, ont également condam-

né Siméoni dans des termes peu différents : «L'opinion publique corse ne veut pas être entraînée sur la voie de l'aventure.»

La police agissant sur réquisition du parquet général de la Cour de Sûreté de l'État, a commencé ses perquisitions et ses interrogatoires. Plusieurs journalistes témoins de l'opération ont été entendus ainsi qu'un ancien dirigeant de l'ARC, Ange Marie Renucci. Pour l'instant Max Siméoni demeure introuvable, et le

restera certainement longtemps à moins qu'il ne décide lui-même à sortir de la clandestinité.

Mais les investigations policières sont beaucoup plus discrètes que celles qui avaient suivi Aléria, il n'y a pas de déploiement de forces massif. Riolacci, le préfet, a fait une déclaration en corse relativement modérée par rapport à Siméoni. La tactique du pouvoir est claire : minimiser l'affaire et désamorcer le coup d'éclat de Max.

Réactions politiques

● Yves Guéna, au nom de l'UDR :

«L'UDR comprend et approuve la décision du premier ministre qui se retire de ses fonctions pour des raisons tenant à son sens du devoir.»

Claude Labbé, président du groupe parlementaire UDR à l'assemblée : «Le départ de Chirac implique pour l'UDR la définition d'une attitude nouvelle.»

Michel Jobert : «Malgré la présentation du président de la république, qui se veut rassurante et détachée de ses responsabilités, rien n'est réglé, tout a empiré. Le jeu de la politique est mortel quand l'intérêt national est oublié. C'est à cela que nous assistons depuis deux ans.»

Hector Rolland, député UDR de la Somme : «Je souhaiterais que l'UDR ne participe pas au nouveau gouvernement.»

Jean Charbonnel : «Il est donc prouvé comme nous n'avons cessé de le dire depuis 74, que gaullisme et giscardisme sont incompatibles. Il est regrettable que M. Chirac ait mis autant de temps à s'en rendre compte. Le moment semble donc venu pour les gaullistes fourvoyés depuis les élections présidentielles dans cette majorité, de reprendre leur liberté d'action et d'entrer dans une opposition résolue à un système qui ne peut plus assurer au pays ni l'indépendance, ni le progrès, ni la justice.»

Les P.M.E. «s'inquiètent que la crise politique ouverte par la démission du gouvernement n'aggrave la situation précaire de nos entreprises.»

● Le PS :

«Depuis de nombreux mois, le pays a l'impression de ne pas être gouverné. La déclaration du premier ministre démissionnaire en est l'aveu.»

● Le PCF :

«Le changement de premier ministre équivaut à une manipulation politique. Du côté de Chirac, c'est la tentative de maintenir dans l'orbite de la coalition réactionnaire les patriotes inquiets du ralliement de l'UDR à la politique de démission nationale de Giscard et de Lecanuët.»

● Bergeron :

«Au-delà des inévitables désaccords entre gouvernement et syndicats, M. Jacques Chirac a toujours été pour moi un interlocuteur loyal.»

● La CFTC :

«Espérez que la volonté réaffirmée du Président de la République se concrétise enfin en matière de politique familiale et que la réforme de l'entreprise ne sera pas oubliée.»

● La CGT :

«Le changement de gouvernement... indique à l'évidence la volonté de renforcement de la politique d'austérité donc des sacrifices imposés aux travailleurs.»

La CFDT : «L'échec de la politique économique et sociale du pouvoir est la cause essentielle du changement de gouvernement et des contradictions dans la majorité... Face à cette situation, la meilleure sauvegarde des travailleurs c'est l'action syndicale. En cette rentrée, elle doit redémarrer vite et fort.»

LUTTES OUVRIÈRES

UNIMEL (BESANÇON)

PÉTITION ET DÉBRAYAGE CONTRE UN LICENCIEMENT

Lundi et mardi, une pétition a circulé dans les ateliers d'Unimel pour exiger la réintégration d'un ouvrier licencié quand il rentrait du service militaire pour avoir dirigé la grève de 75. (Voir QdP du 25 août).

Une grande majorité du personnel a signé la pétition et mercredi, une centaine d'ouvriers ont débrayé et accompagné les délégués qui portaient les signatures à la direction.

L'information maintenant doit dépasser le cadre de l'usine, c'est ce qui commence à se faire à Lip, au C.A.T., à l'UL CFDT. L'action et la mobilisation doivent aussi continuer dans l'usine. Aujourd'hui, la question de la réintégration de notre camarade sera posée au Comité d'Entreprise.

HAUSSE DE LOYERS DANS UNE CITÉ DE PARIS 14^e LES LOCATAIRES S'ORGANISENT !

175 locataires de cette cité de 600 logements HLM et PLR de la rue d'Alesia et rue Didot, refusent de payer l'augmentation de leur loyer.

Le propriétaire, la société SAGECO-HLM, filiale du groupe financier «Immobilier Construction de Paris», a décidé une augmentation de 10 % de tous les loyers à compter du mois de juillet et annonce comme probable une autre majoration de 10 % pour janvier 77.

Dans ce groupe, où sont logés des familles aux revenus modestes, notamment des travailleurs immigrés, les loyers sont particulièrement élevés (1 F 4 : 1000 F avec la 1^{re} augmentation). Les locataires doivent absolument payer une place de parking (100 F par mois), qu'ils aient ou non une voiture.

Malgré les vacances, les habitants de la cité se sont organisés avec l'association de locataires de leur quartier

et ont décidé de diminuer systématiquement de leur quittance ces 10 % de hausse.

C'est d'ailleurs l'association qui perçoit les loyers ainsi diminués et qui les transmet à la SAGECO.

Dans un premier temps, la société HLM réagit en adressant à tous les locataires des lettres d'intimidation demandant de se désolidariser du mouvement.

Devant leur détermination, elle a utilisé récemment des pressions plus directes, en envoyant à un certain nombre seulement de locataires grévistes des lettres de menaces.

La SAGECO essaie ainsi de les diviser. Elle comptait également sur les difficultés normales de mobilisation, pendant le mois d'août, dues aux départs en vacances.

Malgré la période, les 175 locataires tiennent bon. Ils ne seront pas les seuls à la rentrée !

Foyers Sonacotra en grève depuis 20 mois

LA LUTTE CONTINUE

Retour de tous nos camarades expulsés

Le Comité de Coordination formé par les Comités de Résidents élus démocratiquement en Assemblée Générale des Résidents continue la lutte jusqu'à la satisfaction de nos justes revendications.

1 - Reconnaissance du Comité de Coordination

Parce que les résidents en luttant se sont donné leur propre organisation que sont les Comités de Résidents, qui, dans l'unité ont formé le Comité de Coordination ; seul représentant et défenseur des intérêts des résidents de tous les foyers SONACOTRA

2 - Diminution de 100 F, et blocage du prix des loyers

Parce que la SONACOTRA

voulant faire plus de bénéfice sur le dos des résidents vole ceux-ci en leur faisant payer des taxes injustifiées. Le montant de ces taxes s'élève à 118 F 26 pour un prix moyen (257 F 46) entre toutes les chambres des foyers SONACOTRA des diverses régions. Voyez vous-mêmes, notre revendication est largement justifiée. Le prix moyen que nous devons payer est de 139 F 20.

3 - Suppression du règlement intérieur

Parce que ce règlement intérieur imposé aux résidents les prive des libertés les plus élémentaires. Parce que les directeurs s'en servent pour semer la division sans y parvenir, grâce à la déter-

mination des résidents. Il retire aux résidents le droit de visite, le droit de réunions et le droit d'avoir leurs propres activités culturelles.

Pour faire appliquer ce règlement raciste, la SONACOTRA a jugé bon de mettre en place dans chaque foyer des directeurs, anciens militaires ayant fait leurs preuves durant la guerre d'Indochine et celle d'Algérie.

Contre cette juste lutte des travailleurs immigrés pour satisfaire leurs revendications, la SONACOTRA et le pouvoir choisissent la répression :

le 7 et le 16 avril dernier, la police avec l'accord de la SONACOTRA, envahit 8 fo-

yers et expulse le jour même dans leur pays d'origine 18 de nos camarades et ce, de la façon la plus illégale.

des menaces constantes ont pesé sur les résidents, par voie de justice, par des interventions policières, par des provocations des directeurs racistes.

Mais les résidents et leur Comité de Coordination ont toujours résisté et exigent le retour de tous nos camarades expulsés. Le recours en Conseil d'Etat a été déposé par la Coordination afin qu'ils puissent rentrer en France et réintégrer leurs foyers.

La CGT comme toujours sème la division (...) afin que les camarades expulsés se désolidarisent du Comité de Coordination en transférant leur défense à l'avocat du PCF. Mais cette manœuvre de division a échoué grâce à la vigilance et la solidarité des résidents et du Comité de Coordination.

Seule la mobilisation et l'unité des résidents, avec le soutien des travailleurs français et immigrés pourront nous mener à la Victoire.

RETOUR DE NOS CAMARADES EXPULSÉS

SONACOTRA CÉDERA

LES RÉSIDENTS VAINCRONT

Le Comité de Coordination des Foyers SONACOTRA 56 rue de la Fontaine au Roy 75011 PARIS



SNCF :

débrayages tournants toute la semaine prochaine

DÈS LA RENTRÉE, LES CHEMINOTS À L'OFFENSIVE !

Hier soir, les confédérations CGT et CFDT lançaient un préavis de grève pour un mouvement national du 1^{er} au 6 septembre (débrayages répétés dans les dépôts) avec un temps fort le 3 septembre. Hier matin déjà la fédération CGT des cheminots déclarait : «estimer que les actions menées dans de nombreux endroits avec la CFDT ont créé une situation nouvelle...» On le sait, le mouvement d'il y a quelques jours avait rapidement gagné l'ensemble des grands dépôts et avait été largement suivi, prouvant la volonté de lutte, à tel point que les roulants adhérents à la FGAAC, fédération autonome, et à FO

avaient rejoints leurs camarades dans nombre d'endroits. C'est d'ailleurs ce que souligne la CGT : «La puissance de ces actions bénéficiant du soutien ou de la sympathie de nombreux adhérents FO... permet d'envisager rapidement la poursuite de l'action au niveau national».

Ainsi les confédérations devant la volonté de lutte importante qui s'est manifestée lors du mouvement de ces derniers jours, se voient contraintes d'y répondre.

En cette rentrée, face aux mauvais coups de la bourgeoisie, c'est cette voie offensive qu'il faut suivre !

Delta Graphique évacuée

Après les mauvais coups de l'été perpétrés par la bourgeoisie (Caron Ozanne, Imro, SNIAS, Gramma à Nevers), c'est l'imprimerie Delta Graphic de Blot qui a été évacuée. C'est le 25 août, à l'aube, que l'huissier accompagné des CRS, communiquait aux travailleurs «une sommation de déguerpir».

LE CAPITAL ASSASSINE

UN TRAVAILLEUR BRULE VIF, UN AUTRE BROYE PAR UNE PRESSE

C'était le 19 août, qu'est arrivé ce que le patronat local, de la ville de Rochemaure, appelle «l'accident». Un assassinat, en fait !

Alain Vigne, jeune ouvrier de 22 ans, faisait, ce jour-là, des travaux d'entretien à l'entreprise Besel, (électroménager) à Vilard du Planey, pour le compte de l'entreprise «ONET» de Rochemaure, en Ardèche. Alors qu'il démontait un silo au chalumeau, il a été atteint par un nuage de poussière contenant du silicure de calcium (produit très inflammable utilisé pour dans les meules pour le décapage des métaux). Il a été aussitôt transformé en torche. Alain Vigne travaillait sans aucun moyen de protection et n'avait évidemment pas été informé des dangers. Il est mort, il y a huit jours, assassiné par le capital.

Christian Oger, un jeune ouvrier de 24 ans, a été tué, la tête écrasée par une presse qu'il réparait, à l'usine Es-

wein, à la Roche sur Yon, en Vendée.

Plusieurs fois, ce travailleur avait signalé les dangers en cours mais la direction n'a jamais rien fait, plus préoccupée de la bonne marche

de l'entreprise. Alors que les presses doivent toutes être équipées de trois systèmes de sécurité, elles n'en ont que deux. Contre cet assassinat, les 200 travailleurs de l'usine, ont arrêté le travail, pendant 24 heures.

Essone : multiples agressions contre les travailleurs en lutte

La semaine dernière, le patron de l'entreprise de terrassement Malguy-Balanvilliers, dans le département de l'essonne, reproche à un travailleur d'avoir renversé un panneau sur un chantier, accompagnant ses paroles de coups sur le travailleur cité. Celui-ci sera renvoyé pour «faute grave». Aussitôt la section CGT de l'entreprise appelé les chauffeurs et les puisatiers à se mettre en grève pour exiger la réintégration de leur camarade, ainsi qu'une autre revendication : diminution des horaires de travail sans diminution de salaires. Il y a deux jours, la direction n'arrivant pas à briser la lutte entreprend un coup de force : le fils de la direction arrache les affiches appelant à la lutte. Les travailleurs s'y sont opposés. C'est alors que ce cadre foncé en voiture sur les grévistes blessant grièvement un travailleur. Pour la satisfaction des revendications, contre la violence patronale, la lutte s'étend !

SÉCURITÉ SOCIALE (TOURS) UN EXAMEN POUR LES EMPLOYÉS

Le personnel du Centre informatique de la Caisse d'Assurance Vieillesse de Tours a fait une grève de 24 heures contre la décision des employeurs d'instaurer un examen pour tout le personnel. Les sections syndicales s'opposent à la tenue de tout nouvel examen arbitraire.

BORDEAUX SUD, une des plus grosses usines de la région bordelaise, spécialisée dans la fabrication de matériel lourd, est occupée par les travailleurs maintenant depuis le 1^{er} juillet, suite à la décision de fermeture.

Les travailleurs de l'entreprise RIST, à Calais, viennent de mener 17 jours de lutte dont 16 avec occupation. Les 250 ouvriers ont réussi à faire reculer le patron ; ils ont obtenu les revendications demandées (salaires) ainsi que l'annulation des poursuites engagées.

PAYSANS EN LUTTE

LES MESURES SECHERESSE

«ON A UNE PETITE CHANCE D'ADOUCCIR LA MORT DE NOS BÊTES»

Après le conseil des ministres, rien n'est réglé, c'est ce que nous titrions hier à propos des mesures «sécheresse». Quelques paysans recevront 6 000 F, ceux qui ont été classés dans la zone 1 et qui ont plus de 30 bovins..., les autres se contenteront pour la plupart de 500 à 1 500 F ; ce qui suffira à peine à nourrir une vache jusqu'à la fin de la campagne. Aussi, alors que le syndicalisme officiel se dit plutôt satisfait et demande aux paysans d'attendre le 29 septembre, les paysans pauvres et moyens, eux, continueront et développeront leurs luttes en contraignant les organisations qui prétendent les défendre à soutenir leurs actions.

● DANS LES CÔTES DU NORD :

Les Paysans Travailleurs considèrent qu'un exploitant moyen possédant quinze vaches et quelques génisses dépense, depuis le mois de mai, 250 F de plus par vache et par mois qu'en période normale... Ce qui ferait une perte de 25 000 F pour cet exploitant d'ici fin septembre.

Dans cette région, au lieu des 4 ou 5 F par vache et par jour que dépensent habituellement les éleveurs pour les nourrir, c'est à peu près 11 F qu'ils doivent déboursier, dont déjà près de 5 F de paille auxquels doit s'ajouter l'aliment complémentaire.

● SANS HONTE !

Sans honte, la FNSEA et le CNJA ont paru satisfaits de l'aide apportée aux paysans. Debatisse n'a pas hésité à déclarer que les trois décisions prises se situaient dans la ligne des suggestions de son syndicat. Tandis que Shaeffer qui réserve cependant son appréciation définitive jusqu'à la journée du 8 septembre, où le CNJA réunira ses délégués, se félicite des «mesures prises en faveur des jeunes».

Quant au président des chambres d'agriculture, Perrin, il estime qu'il faudra affiner le dispositif...

DE NOTRE CORRESPONDANT DE SAÔNE-ET-LOIRE

Les mesures gouvernementales en faveur des paysans ont au moins un mérite, c'est de faire l'unanimité contre elles : «Cela ne changera rien, au contraire !» En effet, pour certains, la somme qu'ils pourront percevoir servira tout juste à payer les cotisations sociales, pour d'autres, elle servira à payer quelques sacs d'aliments pour le bétail, et après ? L'aide partielle que propose le gouvernement est loin, très loin de la perte réelle subie effectivement par les paysans. C'est par 200 qu'il faudrait multiplier les deux milliards deux cent mille pour pouvoir couvrir les pertes...

L'aide, «c'est comme si tu avais très, très soif et qu'on te donne un petit verre à liqueur rempli d'eau, un petit peu de quelque chose ne fait qu'accentuer le besoin», devait déclarer l'un d'eux.

UNE BÊTE POUR UNE BÊTE

Actuellement, avec le prix de la paille, du foin et des aliments pour pouvoir nourrir une bête, il faut en sacrifier une autre. Il faut compter quatre mille francs environ pour une vache et six cents francs pour une chèvre pour arriver jusqu'à l'hiver, pouvoir le passer et arriver jusqu'à l'herbe, c'est-à-dire à la pousse de printemps et comme le disait un paysan «on a une petite chance d'adouccir la mort de nos bêtes». A ces problèmes de conservation du cheptel et les frais qui s'y rattachent, il y a les pertes d'engrais. L'engrais mis dans les terres n'a pas pu agir et il est maintenant trop tard pour pouvoir faire même une culture

rapportée. Cet engrais disparaîtra après les pluies de l'hiver. C'est une perte de 750 F par hectare que subit le paysan.

Si certains éleveurs espèrent pouvoir se rétablir en trois ans (si l'année prochaine est bonne), la majorité estime que la perte subie n'est pas rattrapable. «On n'a plus rien d'avance, on pourra peut-être tenir l'hiver et après ?»

«CE SERA COMME EN 1893»

Effectivement, pour pouvoir faire face à leur situation financière, les paysans vendent leurs bêtes. Tout d'abord, celles qui rapportent : les bœufs. Mais cet hiver, quand les acheteurs passeront, ce seront les bêtes les plus

mal en point et la spéculation sur les bêtes d'élevage apparaîtra. «Ce sera comme la sécheresse de 93, mon père, déclarait un pauvre agriculteur, à la foire, il ne vendait pas son poulain, il le donnait, et encore, l'acheteur lui réclamait le licol et c'est à ça que l'on va».

«Oui, surenchérisait un autre, et quand on verra les spéculateurs, on verra la colère des paysans». «Un paysan ne travaille pas sur ses prix : il achète à un prix fixé et il vend à un prix imposé. Les acheteurs baissent leurs prix d'achat. Comment voulez-vous que l'on s'y retrouve» déclare un paysan.

LES PRÊTS SONT TOUJOURS DES PRÊTS, MAIS PAS POUR TOUT LE MONDE !

«Des prêts, c'est toujours des prêts, il faut les rembourser. Que ce soit en quatre ans ou en sept ans, il faut les payer mais avec quoi ?» Pour obtenir un prêt sécheresse du Crédit Agricole, il faut une garantie (garantie terrienne) que seuls certains paysans aisés peuvent donner. Une nouvelle forme de spéculation apparaît. Le Crédit Agricole contacte les gros paysans

aisés des zones sinistrées et leur propose des prêts sécheresse à 4,5 %. «Mais nous n'en avons pas besoin» disent ces propriétaires. «Attendez, répond le Crédit Agricole, on vous fait le crédit à 4 % et vous, vous nous achetez des bons du Crédit Agricole à 9 % d'intérêt». Ce qui fait que l'argent ne bouge pas du Crédit Agricole et que ces gros paysans perçoivent un intérêt sur une somme qu'ils ont «empruntée». En plus, ils ont un cautionnement pour un prêt éventuel au Crédit Agricole de 150 % de la valeur de ces bons.

La lutte est actuellement dans une période d'attente. «L'opération paille» a surtout permis aux paysans de comprendre le rôle de la FNSEA et quels intérêts ce syndicat défend. Ils sont aussi sensibles à l'arme de division que représente l'impôt de «solidarité», et la nécessité de la liaison ouvriers-paysans se pose de plus en plus. La lutte des paysans est déjà engagée aujourd'hui et peu à peu elle s'attaquera aux véritables responsables de la situation au fur et à mesure que les paysans prendront conscience de leur exploitation. C'est tous unis, ouvriers et paysans que nous vaincrons !



Encore une fois, à propos du plan paille...

Des paysans nous ont dit que dans certains endroits, les militaires, dans les meilleures conditions, ne disposent que d'une fourche pour dix !

Ce qui a pour conséquence de retarder énormément le chargement de la paille. Et si, par malheur, un orage éclate, les paysans, comme cela arrive souvent, auront acheté à 25 centimes le kilo de la paille pourrie...

● UNE EXPOSITION UN PEU PARTICULIÈRE :

Au comice agricole de Saulieu (Côte d'Or), les petits éleveurs en colère, parallèlement à la présentation des bêtes de concours des riches éleveurs ont organisé une exposition de leurs bêtes malades de la sécheresse.

● CORREZE :

A Chamboulève, il a fallu abattre plus de 10 bovins, ces derniers jours. L'herbe est si rare dans la région, que ces vaches étaient tombées malades après avoir mangé de la terre.

o Faites-la différence ! Savez-vous qu'en ce moment, les tomates sont payées aux producteurs entre 0,40 F et 0,50 F le kg ?

UN SAUVETAGE D'UN GENRE BIEN PARTICULIER

A Challans, en Vendée, l'entreprise SICA SIVA vient de déposer son bilan. Cette coopérative emploie 680 ouvriers sur plusieurs départements et regroupe quelques 800 paysans dits «coopérateurs». Voici ce qu'on leur propose comme plan de sauvetage : «Si ceux-ci (les paysans) pouvaient avancer une «part sociale» au niveau capital et si les ouvriers acceptaient 180 licenciements, (1) le Crédit Agricole et Unigrain pourraient envisager un apport de capitaux qui couvrirait le déficit. La SICA SIVA pourrait alors être rentable et même se constituer une assise solide». On se doute que les travailleurs ne veulent pas faire les frais de l'opération. La meilleure preuve est qu'ouvriers et paysans s'organisent pour la lutte : débrayages, comité de défense des producteurs.

● A QUELQUES JOURS DES VENDANGES...

On apprend qu'entre septembre et mai de cette année, c'est plus de 5.430.000 hl de vin de table qui ont été importés. Alors que les importations s'élevaient à 2.382.000 hl en 73-74. Et cela, alors qu'à quelques jours des vendanges, pour de très nombreux viticulteurs, les cuves sont encore pleines de vin de la récolte précédente.

● SOMME :

Des paysans de Quend, qui, à cause de la sécheresse, avaient dû changer de pâture leurs vaches, ont perdu presque tout leur troupeau (26 sur 35). Les bêtes qui n'avaient pas bu depuis 48 heures, sont mortes d'avoir bu jusqu'à plus soif de l'eau d'une mare salée qui se trouvait dans la nouvelle pâture.

Des films des montages diapositives

LE MONTAGE DIAPOS «EMILE POYTES» DE FRONT PAYSAN

Un groupe de cinéastes militants s'intéresse de plus près au problème paysan. Alors, ils font des films avec des paysans bien souvent à partir d'une lutte importante. Ici, un montage sur la viticulture qui dénonce la politique gouvernementale et montre comment on peut s'en sortir : en luttant vers le socialisme pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

A la suite de ce montage, Front paysan, en collaboration avec le MIVOC a réalisé un film sur la lutte des viticulteurs.

LA REPRISE ABUSIVE

Un film sur le foncier tourné en Loire-Atlantique. C'est l'histoire d'un gros propriétaire qui tente de reprendre la ferme de son fermier. Autour de cela, des paysans réagissent, soutiennent le fermier : un débat est ouvert sur le fermage.

«DES DETTES POUR SALAIRE»

Ce film tourné dans le Lot-et-Garonne avec des paysans intégrés à Sanders, montre la lutte de ces paysans, leur victoire mais aussi montre ce qu'est l'univers Sanders, ces contrats. Un film à voir, car il montre clairement le processus d'un contrat d'intégration : à commander au journal.

Pour obtenir ces films et montage, écrire au Quotidien du Peuple.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

France-Soir

LES JOURNALISTES MANIFESTAIENT HIER

Les journalistes de France-Soir ont décidé de suspendre leur mouvement après avoir reçu l'assurance que Désiré Godine serait leur interlocuteur et non Hersant. Désiré Godine est le responsable du syndicat de la presse parisienne. L'intersyndical estime qu'il limitera mieux l'importance des pressions politiques qui pourraient s'exercer sur eux. Cet accord traduit les limites de l'actuel mouvement des journalistes de France-Soir.



26 août 44, le gouvernement provisoire, tenu de reprendre quelques uns des espoirs de la résistance publiée une ordonnance sur la presse, visant à empêcher la monopolisation de l'information.

26 août 76, les journalistes de France Soir sont en grève pour empêcher l'achat de leur journal par Hersant, qui possède déjà 11 quotidiens. Tel était le thème de la manifestation des journalistes parisiens, hier, depuis les locaux de l'AFP jusqu'à ceux de France Soir. Manifestation combative, ne mâchant pas ses «Hersant collabo !» ou «Giscard c'est du Hersant pour cent» (ce serait plutôt le

contraire, mais jeu de mots oblige...), dont bien des participants n'avaient pas beaucoup l'habitude de manifester dans la rue...

Le syndicat CGT du Livre, pourtant co-organisateur de la journée de mobilisation, a cru bon, après le rassemblement de départ, de se désolidariser de la manifestation, sans même s'en expliquer devant les ouvriers du livre qui s'étaient déplacés. La manifestation s'est dispersée devant France Soir, au cri de : «Liberté de la presse», alors que les journalistes de France Soir se préparaient à décider de la poursuite de leur mouvement.

LA POLICE A DOMICILE



Merci! Maintenant je vis en sécurité.

La Fondation Delta 7 a installé chez Madame Genet de Poitiers, comme chez des dizaines d'autres personnes âgées, un téléphone, mais pas un téléphone ordinaire : quand elle pousse sur un bouton, un centre d'écoute permanente est alerté de suite comme de jour. Elle a ainsi la certitude que 24 h sur 24 h quel-

Pour permettre à des milliers de vieux de vivre chez eux avec leurs souvenirs en toute sécurité, la Fondation Delta 7 ne peut compter que sur vous. Aidez-nous.



C'est la «Fondation delta 7» qui a inventé un moyen de se faire de l'argent sur l'inquiétude des vieux (celle de la misère, de l'isolement !) en leur proposant de brancher leur téléphone sur écoute permanente. Ainsi, «on pourra lui envoyer une infirmière, les pompiers... ou la police !» Décidément, la campagne sur «l'insécurité», le deuxième thème giscardien a de curieuses retombées.

Vincennes, dans un centre aéré

PLUS DE 80 ENFANTS INTOXIQUÉS

Ce sont maintenant probablement 80 enfants environ qui sont hospitalisés, présentant des symptômes d'intoxication : fièvre, maux de ventre, maux de tête, diarrhées, vomissements...

Jeudi encore, deux jours après le repas suspect, on constate encore de nouveaux cas. C'est donc une grande partie des 200 enfants du centre aéré du 11ème qui sont atteints ! Le centre a été fermé jeudi soir. Si l'état des enfants ne semble plus trop inquiétant, beaucoup sont encore très fatigués et fiévreux. Ils sont hospitalisés au moins jusqu'à samedi, le temps que les examens de selles aient permis de déterminer quel microbe est responsable : probablement une Salmonelle.

La question que se posent maintenant les parents, c'est qu'est-ce qui est responsable de cette intoxication. «Il y a certainement une faute d'hygiène quelque part, et il faut savoir laquelle. Ce n'est pas admissible que l'on fasse manger quelque chose de pourri à nos enfants. Il ne faut pas que cette affaire en reste là, que ce soit étouffé !» Voilà les discussions qu'on entre elles les mères de famille qui, après leur journée de travail, viennent voir leurs enfants à l'hôpital Trousseau. Plusieurs parents ont déjà déposé une plainte. Une militante de l'association des parents d'élèves du 11ème propose de déposer une plainte collective.

L'enquête sera probablement difficile ; le soir même de l'intoxication, il ne restait plus de trace des aliments suspects, les plats avaient été nettoyés. On a successivement mis en cause les œufs durs, qui ont été transportés alors que leur coquille était déjà retirée, les tomates, la viande (du rôti de veau, cuit la veille, qui a voyagé dans un camion non réfrigéré, et qui a été servi hâché aux enfants), et l'eau.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les experts mènent l'enquête avec discrétion. Jeudi, pendant plusieurs heures, ils ont examiné les cuisines des écoles du 11ème, ont

interrogé le personnel, mais rien n'a filtré de cette enquête. Au commissariat des Quinze-Vingt, on dit simplement que le responsable des achats des cuisines était un remplaçant, peut-être pas assez qualifié. Est-ce sur lui qu'on va faire retomber la responsabilité ?

De toutes façons, les parents sont bien décidés à obtenir la vérité. L'association de parents d'élèves projette de diffuser un tract sur cette question, pour en informer les travailleurs du quartier.

P.G.



Un enclos dans le bois de Vincennes, quelques touffes d'herbe jaunies et beaucoup de poussière, des grandes tentes «marabout» qui servent de réfectoires ou de dortoirs pour la sieste : c'est le «centre aéré» où deux cent enfants du 11^e arrondissement, âgés de quatre à six ans, passent leurs vacances. C'est là que mercredi matin des gosses ont commencé à avoir de la fièvre, des vomissements, de la diarrhée. «C'est probablement le repas froid du mardi midi qui est en cause, me disent des monitrices. «Il y a eu de la viande froide hâchée, peut-être du veau ou du porc. On ne sait pas quand elle a été cuite ; et elle est transportée dans un camion ordinaire, pas dans un camion réfrigéré ; alors avec la température qu'il fai-

sait mardi...»

«De toutes façons, il y a des tas de causes possibles, du point de vue hygiène, ça laisse à désirer : par exemple, la distribution d'eau : l'eau est apportée dans des grands bacs, et chacun se sert en plongeant son pichet ; mais les pichets, ils ont pu traîner n'importe où... Et puis voyez où mangent les enfants : sous la tente, ils marchent à même la terre, il y a de la poussière qui vole, qui se dépose sur les assiettes, l'eau, les aliments... Il y a d'autres centres qui ont des bâtiments en dur, mais pas le nôtre ; pourtant, ça doit faire peut-être une dizaine d'années qu'il existe. Dans ces conditions, c'est une chance que ça n'arrive pas plus souvent.» «Et puis, les enfants ne sont pas assez surveillés ;

souvent, chacune d'entre nous s'occupe de douze enfants de quatre à six ans, pendant une journée de dix heures : c'est épuisant, et on ne peut pas avoir l'œil partout, alors, ils peuvent par exemple sucer n'importe quoi...»

Pour ces enfants de familles populaires, qui bien souvent ne peuvent même pas bénéficier des colonies de vacances trop chères ou surchargées, les vacances c'est ça. Ils n'ont pas même droit à des bâtiments en dur, et passent leurs vacances dans des conditions d'hygiène douteuses ; parmi les nombreux centres aérés du bois de Vincennes, il est rare que la saison se passe sans un cas d'intoxication alimentaire semblable.

LA SNIAS EN SOUS-TRAITANCE

«La SNIAS ne sera pas mise en sous-traitance» a affirmé Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports à Toulouse. C'est pourtant ce qui va se produire, au moins partiellement. En effet, la SNIAS est appelée à fabriquer le Mercure 200, avion dont la conception résulte d'un accord entre Dassault et la firme U.S. Douglas-Mac Donnell. Ceci risque d'avoir pour conséquence notamment la mise en chômage du bureau d'études de la SNIAS et éventuellement son démantèlement qui aurait des conséquences graves pour la construction aéronautique française qui est de plus en plus liée aux USA.

R.A.T.P.

Le pouvoir a cherché de profiter du mois d'août pour tenter d'imposer son projet de métro au rabais pour Clichy. Après avoir refusé pendant de longues années la construction d'un prolongement de ligne, il veut construire un métro aérien, dont un tronçon passera à moins de 30 m de

certaines immeubles et dont le bruit gênera tout le monde. Pour mettre les habitants, qui exigent un projet souterrain, devant le fait accompli, le gouvernement a entamé les travaux au mois d'août. A noter qu'à Boulogne, agglomération qui a le mérite d'être moins populaire, le métro a été prolongé en souterrain et que les stations y sont espacées de 800 m (1 200 m à Clichy).

UN Puits POLLUÉ PAR UNE PORCHERIE

Le tribunal administratif de Versailles vient d'annuler l'autorisation d'exploitation d'une porcherie de 450 bêtes à Egreville (Seine et Marne). Depuis 69, la Société Senoble a ouvert sans autorisation une porcherie de 200 têtes à 700m du puits d'eau potable de la commune d'Egreville. En 70, il est retrouvé des traces de contamination fécale dans les eaux de la commune. En 70 Senoble demande l'autorisation d'augmenter la capacité de sa porcherie, toujours sans construire de station d'épuration. Malgré l'opposition du maire, le préfet passant outre donne son accord à la société. Le maire et six conseillers démissionnent et déposent une requête. Les mésaventures des Egrevillois sont là pour nous rappeler combien la qualité de la vie est un objectif permanent du pouvoir giscardien.

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE ET LES MASSES LIBANAISES FACE AUX PRESSIONS «DIPLOMATIQUES»

Après l'accord sur l'arrêt des bombardements intervenu entre les deux parties, les combats ont diminué d'intensité dans la région de Beyrouth. Ils se poursuivent dans la montagne et dans la région de Tripoli.

D'autre part, il semble qu'une offensive militaire de grande ampleur se prépare contre les forces palestiniennes et libanaises progressistes.

La Syrie entraîne ses troupes dans des manœuvres tactiques avec pour mission «l'attaque de positions ennemies dans les montagnes».

Les phalangistes s'activent pour préparer un «plan de paix» à imposer à la Résistance Palestinienne et aux masses libanaises. Invoquant les accords du Caire de 69 qui limitaient la présence des forces armées palestiniennes aux camps, ils tentent de chasser les forces progressistes de la montagne.

Sur le plan diplomatique :

La Ligue Arabe envisage un «plan de paix» de trois mois, visant à faire évacuer toutes les régions où se trouvent des forces armées et en premier lieu la montagne, ce qui rejoint

● R.F.A.

Après l'écrasement du 185^e Starfighter (avion américain utilisé par l'armée allemande), le ministre de la Défense déciderait d'ouvrir une enquête.

Pays - Bas

LE PRINCE BERNHARD DÉMISSIONNE

Après une longue enquête sur les pots de vin qui auraient été versés au Prince Bernhard par la firme aéronautique U.S. Lockheed, le premier ministre Den Uyl annonçait hier que celui-ci démissionnait de toutes ses responsabilités publiques, en particulier celle d'inspecteur général de l'armée qui lui donnait un rôle important dans le choix des avions et l'exposait donc à bien des tentations. Den Uyl prétend que le Prince n'était pas vraiment compromis, mais que «son attitude nuisait à l'Etat». Cela signifie qu'on n'a pas voulu aller au fond des choses.

Les tractations se faisaient par l'intermédiaire de certaines relations de Bernhard, en particulier une jeune femme «très proche de lui». En tous cas, la menace de démission de la reine Juliana n'aura pas servi à protéger son mari. Il est probable que le gouvernement hollandais ne tenait pas à ces révélations qui risquent de provoquer une crise institutionnelle, mais il

tout à fait les vœux des réactionnaires libanais et du régime syrien.

La Syrie de son côté, cherche à mettre au point une «solution politique», essayant de réunir les différentes personnalités chrétiennes et musulmanes hostiles aux formations progressistes libanaises et à la résistance palestinienne, elle entend préparer le départ de Fran-

gié et l'arrivée de Sarkis, président élu en mai dernier entouré de ces personnalités politiques traditionnelles, soumises au régime syrien.

Il semble donc que la volonté des phalangistes et des Syriens soit d'écraser la résistance des Palestiniens et des masses libanaises avant le 23 septembre, date de la prise du pouvoir par Sarkis.

Mais la Résistance Palestinienne et les masses libanaises ne sont pas prêtes à se laisser écraser. Elles dénoncent «ceux qui se nourrissent d'illusions» et qui voient leur action derrière des accords qu'ils sont les premiers à violer et réaffirment leur volonté de ne pas se soumettre aux différents complots réactionnaires.

«Nous aurons à livrer des centaines de batailles contre les conquérants»

Éditorial de Falestin Al Saoura

«Ce serait une erreur de croire que la puissance militaire est toujours victorieuse contre la fermeté d'un peuple combattant, car elle l'emporte seulement contre un peuple qui a été démoralisé par les rumeurs inspirées de la Cinquième colonne.

Les comploteurs croient que le meilleur moyen de nous étrangler est d'engager des manœuvres politiques soutenues par une dure pression militaire et, en conséquence, ils menacent de liquider la révolution palestinienne en prenant appui sur le soutien des USA, de l'ennemi sioniste, d'Hussein et des autres traîtres...

«Mais notre position doit être celle de la fermeté et non celle de la soumission, de la décision et non celle de l'hésitation, de l'initiative et non de la retraite, car nombre des dirigeants arabes ont pris

la décision de se mettre au service de l'impérialisme, prenant sur eux-mêmes de frapper la révolution palestinienne et le mouvement patriotique libanais.

Ce fait essentiel dans l'étape politique actuelle doit être notre ligne de conduite, tandis que nous poursuivons les contacts politiques à travers les initiatives arabes collectives ou individuelles.

Notre ambition est encore d'empêcher la Syrie de se mettre au service de la conspiration, contre la

● L'ARABIE SAOUDITE AU SECOURS DES AGRESSEURS SYRIENS

L'Arabie Saoudite vient de verser une aide de 50 millions de dollars au gouvernement syrien, une façon d'apporter sa contribution à l'acte d'agression contre le Liban.

n'est probablement pas fini. De plus, Lockheed faisait payer ses pots de vin par l'Etat acheteur prétextant des augmentations de prix : ses générosités ne lui coûtaient pas cher ! Les petits cadeaux de Lockheed lui ont servi à faire vendre les Starfighters, véritables cerceaux volants qui ont coûté la vie à plusieurs dizaines de pilotes.

L'étendue et l'importance de l'affaire, qui ne concerne pourtant qu'une branche d'industrie et qu'une firme jette une lumière crue sur la corruption qui est la règle dans tous les gouvernements capitalistes.

● USA

Ford propose à Carter de commencer la campagne électorale par une série de débats télévisés portant sur différents sujets (situation intérieure, économie, défense nationale). De son côté, Carter, prenant la parole devant

l'American Legion (anciens combattants d'extrême-droite) a été hué pour avoir proposé l'amnistie des déserteurs du Vietnam. Pour amadouer son public, il a promis d'augmenter les pensions des anciens combattants.

SOUTIEN TOTAL



A LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE ET AU PEUPLE LIBANAIS

contre les troupes d'invasion syriennes
contre les milices fascistes libanaises
contre l'Etat sioniste d'Israël

contre le complot impérialiste, avec la complicité de l'URSS, visant à écraser la Résistance Palestinienne

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

le quotidien du peuple

Soutien total à la Résistance Palestinienne et au peuple libanais !

Depuis plusieurs mois, un complot s'organise au Liban pour écraser la Résistance Palestinienne et les forces progressistes libanaises :

- Les milices fascistes libanaises, armées par Israël, financées par la grande bourgeoisie libanaise.

- Les troupes syriennes équipées par l'URSS, en plein accord avec celle-ci, tentent d'écraser militairement les combattants palestiniens et progressistes libanais.

- Israël bloque les ports pour affronter et priver de munitions la Résistance.

- Pendant ce temps, les USA redoublent leurs manœuvres diplomatiques afin d'unir les régimes réactionnaires arabes autour d'Israël, en vertu de leur «communauté d'intérêts» : écraser la Résistance Palestinienne.

Plus que jamais, tous les révolutionnaires, tous les progressistes en France doivent s'unir pour dénoncer ce complot impérialo-sioniste, pour soutenir la cause des peuples palestinien et libanais, pour développer une véritable solidarité.

Tell-El-Zaatar est tombé mais ce combat acharné est devenu le symbole de l'unité de combat qui s'est forgée entre la Résistance Palestinienne et les masses libanaises. Jusqu'au bout côte à côte, elles ont résisté aux assauts des fascistes dirigés par l'armée syrienne. Partout au Liban, la Résistance continue. Au Sud Liban contre les troupes syriennes, dans les montagnes, à Beyrouth, à Tripoli, elle organise la population contre les phalanges fascistes.

En Syrie, malgré la répression féroce, l'opposition à l'agression contre le Liban et la résistance patriotique au régime Assad se développent.

VIVE L'UNITÉ DE COMBAT DES PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS !
TROUPES SYRIENNES HORS DU LIBAN !
A BAS L'IMPÉRIALISME ET LE SIONISME !
A BAS L'ÉTAT FASCISTE D'ISRAËL !
PALESTINE VAINCRA !

Pérou : des militaires nationalistes en conseil de guerre

Des officiers nationalistes sont en prison depuis un mois et sont menacés de passer en conseil de guerre.

A la fin du mois de juillet, le général Maldonado a été destitué de son poste de premier ministre et remplacé par un officier qui s'opposait aux mesures de nationalisations et à la politique de non alignement suivie par le régime militaire. Cette domination qui matérialisait un retour en force des Etats Unis par un accroissement de leur influence dans l'armée, a été accompagné de l'état d'urgence et par l'arrestation de ces officiers qui résistaient à ces mesures. Après les sanglants coups d'Etat d'Argentine et du Chili, les Etats Unis, poursuivent leur intervention en Amérique Latine par ce coup d'Etat à froid, qui se traduit par un accroissement de la répression contre les masses.

INTERNATIONAL

Espagne - ALMERIA

JAVIER VERDEJO A ETE ASSASSINE DE SANG FROID

Ramon Navarro, membre du Comité Central de la Joven Guardia Roja* révèle au Quotidien du Peuple, les premiers résultats de la commission d'enquête.

Javier Verdejo était membre de la Joven Guardia Roja. Au début du mois d'août, peu après la proclamation de l'amnistie partielle, il a été tué par la garde civile à Almería, petite ville d'Andalousie. Ce nouveau méfait de la police fasciste a produit une grande émotion en Espagne, il dément la démagogie du gouvernement et les déclarations de contentement de l'opposition bourgeoise; le caractère foncièrement répressif de la bourgeoisie est clairement mis à jour.



—Le Quotidien du Peuple : Peux-tu nous rappeler les faits ?

—R.N. : Notre camarade participait au chaulage de mots d'ordre, le groupe a été surpris par la garde civile, qui l'a froidement assassiné. Il était en train d'écrire un mot d'ordre du PTE : «Pain, travail et liberté». Il n'a pu écrire que le premier mot : PAIN !

—Bien entendu, la police a tenté de présenter cette affaire comme une bavure.

—Oui, selon la version officielle, le garde civil

serait tombé en le poursuivant et le coup serait parti involontairement. Cette version est absurde et a déjà été démentie par l'autopsie : la balle est rentrée par devant, ce qui suppose que le coup est parti alors que le policier était face à sa victime.

UNE RIPOSTE DE MASSE DANS TOUTE L'ESPAGNE

—Comment la riposte a-t-elle été organisée ?

—Javier était membre de l'Association Démocratique de la Jeunesse, organisation de masse qui

poursuit des buts démocratiques. Cette association, que nous soutenons a pris en main la création d'une commission d'enquête qui comprend également des avocats. De plus, de très nombreuses manifestations ont eu lieu dans toute l'Espagne et d'abord à Almería où 5.000 personnes ont assisté à l'enterrement, ce qui représente un très grand événement dans une si petite ville. Partout ailleurs, les manifestations ont donné lieu à des affrontements très violents avec la police.

LA POLICE EFFACE LES TRACES DE SON CRIME ?

—Quels sont les premiers résultats de la commission d'enquête ?

—Tout d'abord, il est établi que le coup a été tiré de face, mais il y a plus troublant. A quelques mètres du lieu de l'inscription, dans une petite cabane de maçon, on a retrouvé des traces de sang, ainsi que la marque de balles qui ont percé la cloison, les coups ayant été tirés de l'intérieur. De plus le poignet droit de Javier porte des traces semblant indiquer qu'il aurait été molesté. Les analystes de la commission ont tenté de déterminer s'il s'agissait du sang de Javier. Mais dès que la police s'est rendue compte de la découverte, elle a fait peindre la cabane en rouge, de façon à ce qu'il soit impossible de rien distinguer. De plus, plusieurs témoins, membres de l'équipe de peinture, ont en-

tendu, la même nuit, que l'on tirait plusieurs coups, non pas trois comme cela a été affirmé mais tout un chargeur de revolver. Tous ces éléments permettent de penser que Javier aurait été entraîné dans la cabane et tué par les gardes civils, de sang froid, après avoir été battu. De toutes façons, l'enquête continue, malgré les difficultés.

—Quelle est la signification politique de cet événement ?

—Il démontre une fois de plus le caractère foncièrement répressif de la monarchie qui d'une part, opprime durement le peuple et les démocrates les plus conséquents, d'autre part tente de s'attirer les éléments les plus hésitants. En réalité, tant que nous aurons la monarchie, il y aura des policiers et des assassinats de ce genre.

* Organisation de Jeunesse au Parti du Travail d'Espagne

● JAPON

Mis en minorité dans son parti, le parti libéral démocrate, le premier ministre, Miki, refuse de démissionner. Il lui est reproché d'avoir «lâché» l'ancien premier ministre, Tanaka, accusé d'avoir touché des pots de vin de Lockheed.

● BOSTWANA

Le Botswana a décidé de remplacer le rand (monnaie sud-africaine) par une monnaie nouvelle. Cette mesure rend le Botswana plus indépendant vis-à-vis de l'Afrique du Sud.

● LIBYE-ÉGYPTÉ

A la suite du détournement d'avion dont Khadafi a été rendu responsable par le gouvernement égyptien, la tension entre les deux pays continue à monter. Des troupes égyptiennes seraient massées à la frontière.

En Libye, une partie de l'armée est en état d'alerte. Des citoyens égyptiens accusés de vouloir organiser des attentats ont été arrêtés. Khadafi menace d'expulser des résidents égyptiens.

● GUADELOUPE

La menace toujours présente. Neuf cents secousses ont été enregistrées en douze heures. Les autorisations pour se rendre en zone interdite viennent d'être à nouveau suspendues.

NAMIBIE

Alors que la lutte du peuple namibien se conjugue avec ses difficultés intérieures et que la pression internationale se fait plus grande, Vorster voudrait bien se débarrasser de cette grosse épine dans son pied que constitue le problème namibien, tout en maintenant bien sûr sa domination sur ce peuple. Dans ce but, il va tenter d'appliquer la politique de fausse indépendance des réserves «bantoustans» qu'il a déjà bien du mal à mettre sur pied en Afrique du Sud même.

PARTICIPATION DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS A L'EXPLOITATION DE LA NAMIBIE

● Recherches minières et pétrolières :

- Le Bureau d'Etudes et de Recherches minéralogiques (organisme gouvernemental) a établi la carte des ressources minières pour le compte du gouvernement raciste de Pretoria.
- Penarroya contrôle Vendome South Africa qui prospecte le cuivre et l'argent.
- la Société nationale des pétroles d'Aquitaine possède une filiale qui a des concessions sur le territoire namibien et en mer (off shore).

● Banques :

La Banque d'Indochine possède une filiale en Namibie. Le Crédit Commercial de France et le Crédit Lyonnais ont accordé des prêts au gouvernement sud-africain pour la construction du complexe hydroélectrique de Kunene.

● Travaux publics :

- Sud-Aviation a construit la base américaine de Katima Mulilo, dans la bande de Caprivi : il s'agit de l'aéroport militaire le plus important de l'Afrique Australe
- La Compagnie Electro-Mécanique participe à la construction du barrage de Kunene
- soutien diplomatique constant aux racistes à l'ONU et à la Cour internationale de La Haye sur la question de la Namibie.

LE PLAN DE VORSTER NE TROMPERA PERSONNE

En fait cette opération mystificatrice ne sera que la confirmation du «découpage» qui est fait actuellement : au nord, les réserves, régions les plus pauvres où sont parqués les africains ; au Sud, la zone appartenant aux blancs englobant toutes les mines, les zones urbaines, les terres fertiles : les africains doivent venir y travailler, mais ne peuvent y entrer qu'avec un contrat de travail et ne peuvent s'y déplacer qu'avec un laissez-passer de leur patron (le «pass»). Dans le plan de Vorster, l'Etat blanc, appendice de l'Afrique du Sud regrouperait 40 % du territoire avec toutes les richesses minières et les secteurs importants de l'économie pour 10 % de la population. L'Ovamboland, réserve pourvue d'un «gouvernement autonome» fantôme, doit servir de zone-tampon avec l'Angola et de réservoir de main-d'œuvre. En outre, 9 petits «états» sont prévus, avec quelques dizaines de milliers d'habitants (chacun sera numériquement plus faible que la zone blanche qui comprend 90 000 habitants). Les bantoustans seront dirigés par des «chefs» qui sont des créatures de l'administration raciste, et qui sont regroupés dans un «conseil consultatif multiracial» présidé par Vorster en personne ! Il va de soi que les africains, habitant ces réserves qui ne sont pas économiquement



Combattants du SWAPO (Organisation de Lutte du Peuple Namibien)

viables, devront travailler dans la zone blanche où ils seront exploités et traités comme des sous-hommes. Ainsi, pressé par les événements, le gouvernement de Pretoria tente de réaliser sur une plus petite échelle son projet pour l'Afrique du Sud. Dans la dernière mouture de son plan, la Namibie devait se présenter comme une fédération avec un «gouvernement multiracial» directement issu de l'actuel «conseil consultatif» (conférence de Windhoek). Mais la dernière conférence de Windhoek a été un échec pour les racistes : les chefs ethniques n'ont pu s'entendre avec le dirigeant de l'Etat blanc qui devait diriger le soi-disant

gouvernement multiracial. Quant à une ouverture vers les dirigeants de la SWAPO, ceux-ci l'ont repoussée très nettement : ils exigent l'accession immédiate à la pleine indépendance de la nation namibienne en tant que telle avec le pouvoir pour la majorité, et ont considérablement développé la lutte armée ces derniers mois.

Ainsi, pour répondre aux résolutions de l'ONU qui l'a sommé de quitter la Namibie au plus tard le 31 août, le gouvernement sud-africain n'a pu montrer qu'une bien piètre mise en scène qui n'aura aucun succès, sauf auprès des impérialistes (américains, français, allemands)

qui le soutiennent et qui sont bon public. Mais un autre danger guette le peuple namibien : sous prétexte de fournir une aide et en profitant de la proximité de l'Angola où sa pénétration est importante, le social-impérialisme complet et va tenter de s'assurer le contrôle de la Namibie, dont les richesses naturelles sont un enjeu important. Le peuple de Namibie, fort d'une longue expérience de lutte contre l'impérialisme, saura reconnaître ses véritables amis et n'admettra pas de nouvelles dominations sous quelque forme que ce soit.

J.P. Champagny

CINÉMA

Repasse actuellement sur les écrans : «SALO» DE PASOLINI UN «CINÉMA D'AUTEUR» QUI REND HOMMAGE AU FASCISME

Il y a trente ans, le fascisme était abattu en Europe. Hitler crevait dans un bunker, Mussolini était pendu par les partisans italiens. Dans leur débâcle, les nazis et leurs fantoches déménageaient à la cloche de bois. Vichy fuyait à Siegmaringen, les fascistes italiens se réfugiaient à Salo. La «République de Salo», ce dernier refuge des fascistes italiens, c'est le lieu choisi par Pasolini pour y «adapter» un roman de Sade, «les 120 journées de Sodome».

Les fascistes de Salo raffient parmi le peuple, jeunes filles et garçons pour servir de bétail humain à leurs orgies. Dans une ville forte-

resse, ils leurs feront subir des sévices de plus en plus abjects jusqu'à les brûler et les déchirer morceau par morceau.

«L'horreur du pouvoir» !

La «République de Salo» n'a pas empêché l'écrasement du fascisme ? Pasolini ne s'occupe pas de ce détail : il montre un univers où le pouvoir des maîtres est absolu. Pas un mot dans le film sur les raisons de leur fuite, ou sur leur chute imminente. Et les critiques distingués d'y voir une «métaphore» où «l'horreur du pouvoir ne peut plus se limiter à la période historique décrite» (Guignat, dans «Cinématographe»).

Mais le «pouvoir», nous le

savons, c'est celui d'une classe sur une autre. La barbarie fasciste n'est que le pouvoir de l'impérialisme acculé à ses dernières lignes de défense. Le pouvoir socialiste, lui, n'a rien à voir avec ce «pouvoir» là. C'est la dictature exercée par le prolétariat et ses alliés sur les anciens exploités qui ne disparaissent jamais d'un coup de baguette magique.

C'est le pouvoir de l'immense majorité du peuple contre un petit groupe d'exploiteurs.

De quel peuple s'agit-il ?

Pasolini, présenté à une époque comme «marxiste», n'a jamais défini le monde en termes de classes. Pourtant, il a prétendu montrer le peuple dans ses films. De quel «peuple» s'agissait-il ? «Mes personnages sont des hommes simples, des sous-prolétaires», disait-il. Les «hommes simples» de Pasolini, ce n'est pas la classe des exploités, c'est soit le lumpen-pro-

létariat (putains, voyous, maquereaux, héros de ses premiers films), soit un «peuple idéal» (expression de Pasolini) pioché un peu dans toutes les époques et dans tous les lieux, pour former une sorte de cour des miracles mythique (cela notamment dans ses derniers films, «Le Décaméron», «Les contes de Canterbury», et «les mille et une nuits»). La

caractéristique de ce «peuple idéal» est «son absence de conscience politique» (Pasolini - 1972). Les hommes

dépourvus de conscience politique seront les victimes des bourreaux fascistes de «Salo».

Comme pour Cavanni, Louis Malle ou Visconti, fascisme rime avec «instinct»

Les bourreaux, eux, ont la conscience. Ils ont avec le pouvoir, le savoir. Et dans le film, ils ont la parole. Ils sont tout puissants. Les victimes qui cherchent à s'échapper sont toutes abattues, pour le plus grand plaisir des maîtres, que Pasolini nous montre bavant de joie. Morale : la résistance des opprimés ne sert à rien, elle ne fait qu'ajouter du piment au plaisir des oppresseurs. Pas d'autre issue que le suicide, ou la soumission la plus ignoble. Et, dans le film, les fascistes font ramper leurs victimes, nues, comme des chiens. Les esclaves rient des plaisanteries des maîtres, chantent avec les maîtres. Et quand ils sont pris en faute, ils se dénoncent les uns les autres à qui mieux mieux. Voilà, le tour est joué : les victimes sont aussi abjectes que leurs bourreaux. La seule différence, elles sont «dépourvues de conscience». Déjà dans «Porcherie», Pasolini établissait un parallèle entre des industriels nazis et un jeune «sauvage» cannibale. Là aussi, la seule différence entre eux était que les nazis «civilisés» étaient conscients, «et le sauvage» dépourvu de conscience.

La conclusion est logique, et c'est une vieille rengaine : tout homme est un fasciste

qui s'ignore. Si les opprimés avaient le pouvoir, ils deviendraient bourreaux à leur tour.



Pasolini n'est pas le premier à vouloir faire passer le fascisme pour une histoire «d'instinct». Cavanni dans «Portier de Nuit», Malle dans «Lacombe Lucien», Visconti dans «les Damnés», tous ces gens-là ont essayé d'une façon ou d'une autre de faire rimer fascisme avec désir (ou instinct, ou sexualité, ou sadisme...).

Le «cinéma d'auteur»

Tout simplement que la société impérialiste, à côté de sa «production lourde» (les films dits «à grand succès») laisse le droit à certains individus de «filmer leur phantasmes», comme on dit.

C'est ce qu'on appelle le «cinéma d'auteur» dont Pasolini était un représentant reconnu. L'«auteur» (dans le cinéma comme ailleurs), la société impérialiste lui confectionne un piédestal, pour le mettre à l'abri de la lutte que les exploités mènent contre elle. Tant qu'il ne montre que «ses phantasmes» (son nombril), «l'auteur» est un grand hom-

me. Pasolini avait en tout cas le mérite d'une certaine franchise quand il déclarait : «Je suis un petit bourgeois, une merde, convaincue que sa puanteur est non seulement un parfum, mais l'unique parfum au monde». Le seul problème est que cette belle lucidité ne l'ait jamais poussé à sortir de son rôle de «créateur» au compte de la bourgeoisie pour se lier aux masses populaires en lutte. Un grand homme, c'est à dire un petit maître qui peut se prendre, le temps d'un tournage, pour un Hitler au rabais.

Michel VARENNE

Le but est toujours le même

Le but poursuivi est toujours le même :

- primo : expliquer l'histoire par la sexualité : (homosexualité chez Visconti, per-

version chez Cavanni, sadisme chez Pasolini...). Donc supprimer l'histoire réelle, celle de la lutte de classes. Chez Pasolini, ça ira jusqu'à faire disparaître complète-

Rebelles
moment, et dans, nice, ils arreteront, les matraques
ILS MARCHENT
des jeunes dans les quartiers...
EDITORIAL
POUR UNE RENTRÉE DE LUTTES ET DE VICTOIRES !
Suite page 2

MENSUEL 3 F
AOUT 76
N° 34
brisons nos chaînes
37° numéro spécial
congrès cfdt
COORDONNONS NOS LUTTES !
LE 'SYNDICALISME' DGB EN ALLEMAGNE (RFA)
PASSEZ VOS COMMANDES A BRISONS NOS CHAINES
BP 208
75 865-PARIS CEDEX 18

TEXTES et DOCUMENTS
issus du
DEUXIEME CONGRES
(juin 1976)

**PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE**
marxiste-leniniste
PASSEZ VOS COMMANDES à
FRONT ROUGE
BP 68 - 75019 PARIS - CCP 31 191 14 La Source
12 F + 3 F de port

**1^{er}
ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

9 mois déjà, 9 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner ce nouveaux repêrages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été esquissée au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abonnements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposant le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies..., dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche) Dançons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon

«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans

La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille

«Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux

«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.

«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.

Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.

«Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.

Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.

«Jean Rome», 1, rue des Grats à Clermont-Ferrand

Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e

«Olympic», 10, rue Boyer

«Entrepot», 7, rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Abonnement normal..... 300 F

Abonnement de soutien..... 500 F

Abonnement de soutien..... F

Mode de Versement :

En une fois

En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au

Quotidien du Peuple

BP-225 75924 Paris Cedex 19

San Sperate - Sardaigne

LE VILLAGE DES PAYSANS PEINTRES

Lorsqu'on va en Sardaigne faire une halte à la bourgade de San Sperate, ce n'est pas difficile à trouver. Quand on est à Cagliari, c'est à 20 km au nord-ouest ; un bus de la Satas y conduit.

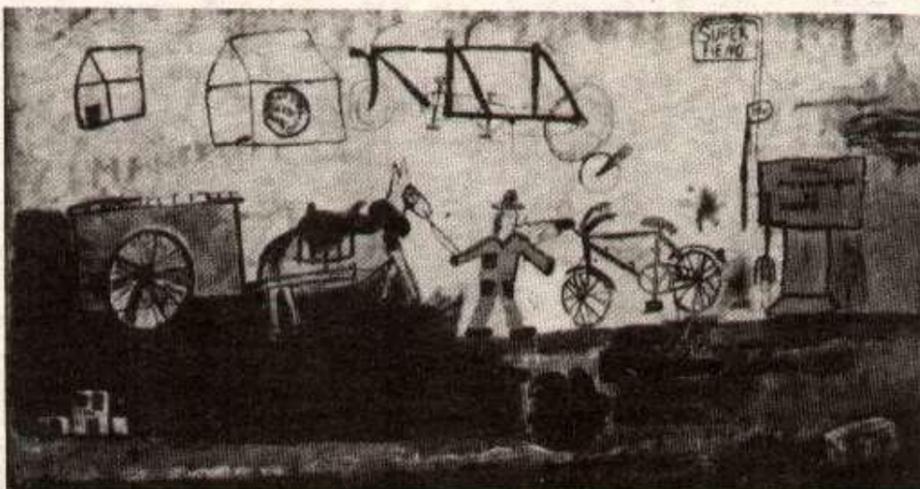
MAISONS COUVERTES DE FRESQUES

Mais qu'a donc d'extraordinaire ce village sarde ? Dès votre descente de car, vous comprenez : ses maisons basses, typiques, parfois encore faites de pisé, sont pour la plupart couvertes de dessins, de fresques. Les sujets de ces peintures sont très variés, des scènes de la vie de tous les jours, le soutien au Vietnam, au Chili. Ce qui frappe dans cette expression artistique, c'est son intégration aux formes et volumes des maisons et c'est son lien avec l'actualité.

Quel est l'auteur de ces fresques ? Ce sont les habitants de San Sperate. Et leur travail est collectif.

GIUSEPPE SCIOLA

Le point de départ de cette création populaire



Dessin effectué au moment de la pénurie d'essence en Italie.

est le retour au village d'un fils du pays, Giuseppe Sciola. Paysan jusqu'à l'âge de 18 ans, il avait tout enfant travaillé au couteau les morceaux de bois qu'il ramassait ; il réussit à obtenir une bourse pour se perfectionner. Et, une fois ses études terminées, il revint dans son village : il enseigne le dessin à Cagliari et il sculpte à San Sperate.

La façon de travailler

dans une cour ou dans un atelier ouvert à tous permet aux enfants de venir le regarder sculpter, de poser des questions et bientôt de demander de faire aussi quelque chose : Sciola leur donna pinceaux et peintures, ainsi que des rudiments techniques. Puis, les aînés s'intéressèrent à leur tour. Non pas seulement à la peinture ou à la sculpture, d'ailleurs, mais aussi à d'autres formes d'expression artistique : il se créa

des chorales, des troupes théâtrales, en italien ou en Sarde.

Et l'on est frappé de toute l'activité culturelle qui anime cette bourgade de 5 000 habitants.

CONTRE LA «DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE»

Tout cela d'ailleurs ne se développa point sans mal. En effet, la municipalité

qui était «démocrate chrétienne» voyait d'un mauvais œil toute cette créativité des masses et surtout l'inspiration politique d'un certain nombre de fresques ; elle ressortit donc un vieil arrêté permettant de repeindre toutes les façades par souci de propreté ! Mais la population mena une lutte vigoureuse et resta maîtresse du terrain.

Un autre ennemi la guette : le renom grandissant du village attire les faiseurs de grands complexes hôteliers, les requins du tourisme, surtout dans cette île dont une partie importante a déjà été bradée à l'Agà Khan et à ses promoteurs. Jusqu'à présent, les villageois de San Sperate ont tenu bon...

Si vous avez l'occasion d'aller en Sardaigne, arrêtez-vous à San Sperate. Discutez avec les villageois ; allez rendre visite à Giuseppe Sciola. Et pourquoi pas ? prenez aussi un pinceau pour exprimer les luttes de votre région...

Paule SACONNET

VENDREDI 27 AOÛT

TF1

18 h 20 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Une minute pour pour les femmes
19 h 45 - Le village englouti feuilleton
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir «Bon week-end M. Bennett», pièce d'A. Watkin
22 h 55 - Journal

A2

18 h 15 - Ce jour-là, j'en témoigne, émission de A. Panigel
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Bonjour Paris, feuilleton
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Molière pour rire et pour pleurer «L'Affaire Tartuffe»
21 h 35 - Ah ! Vous écrivez ? émission de B. Pivot
22 h 40 - Journal

FR3

19 h 05 - Étranger, d'où viens-tu ? feuilleton
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Les Osmond Brothers
19 h 55 - Flash Journal
20 h 00 - Les jeux de 20 H
20 h 30 - Les erreurs judiciaires : «Faux témoignage»
20 h 55 - Ballade irlandaise reportage de H. Roanne et B. Valet
21 h 45 - Festival de Jazz d'Antibes - Juan-les-Pins
22 h 30 - Journal

feuilleton

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

CHAPITRE TROIS

ENCORE DES VICTOIRES

Ah Q, malgré ses nombreuses victoires, ne devint réellement célèbre qu'après avoir été giflé par le Vénérable Monsieur Tchao.

Après avoir remis deux cents sapèques au garde-champêtre, il se coucha très en colère, puis il se dit : «Dans quel monde vivons-nous aujourd'hui ! Voir un fils battre son père !» La pensée que le majestueux M. Tchao était maintenant son fils lui rendit peu à peu sa bonne humeur ; il se leva et s'en fut chez le marchand de vin en chantant des bribes de l'opéra «La jeune veuve sur la tombe de son mari». Dans son esprit, M. Tchao devenait vraiment supérieur au commun des mortels.

Chose étrange, à la suite de cette affaire, tout le monde témoigna bien davantage de respect à Ah Q. C'était, pensait-il, parce qu'il se considérait comme le père de M. Tchao ; en fait la véritable raison n'était pas là. Qu'un Ah Sept se battit avec un Ah Huit, qu'un numéro quatre de la famille Li donnât des coups au numéro trois de la famille Tchao, cela ne tirait pas à conséquence dans Weitchouang, mais avoir un démêlé avec un homme aussi renommé que M. Tchao, voilà qui méritait qu'on en parlât. Comme on fit beaucoup de bruit autour de cette affaire, la renommée du gifleur rejallit sur le giflé. Naturellement, tout le monde donnait tort à Ah Q, M. Tchao ne pouvant avoir tort. Mais si Ah Q était dans son tort, pourquoi lui témoignait-on plus de respect qu'auparavant ? Cela est bien difficile à expliquer. Sans doute craignait-on que Ah Q ne fût réellement apparenté à la famille Tchao, bien qu'il eût été battu pour l'avoir dit. Mieux valait donc, par prudence, lui témoigner un peu de respect. Ainsi en était-il du taureau offert en sacrifice dans le Temple de Confucius ; bien qu'il appartint à la même catégorie que le

porc ou le mouton d'offrande, les lettrés d'autrefois n'osaient pas y toucher, parce que le sage était censé y avoir apporté ses baguettes.

Cet événement valut à Ah Q de longues années de satisfaction.

Un jour de printemps, comme il traversait la rue à moitié ivre, il aperçut Wang-le-barbu assis torse nu au pied d'un mur en train de s'épouiller au soleil. Aussitôt, il ressentit des démangeaisons. Ce Wang avait le cuir chevelu rongé de teigne et portait une barbe, aussi l'appelaient-ils «Wang-le-barbu-et-le-teigneux». Ah Q, tout en omettant le mot teigne, méprisait profondément cet individu. Pour Ah Q, être atteint de la teigne n'avait rien d'étonnant, mais avoir une barbe qui vous monte jusqu'aux joues, c'était par trop extraordinaire et vraiment méprisable. Il s'assit à deux pas de Wang-le-barbu. S'il se fut agi d'un autre désœuvré, Ah Q n'aurait pas osé aller s'asseoir si imprudemment à côté de lui, mais qu'avait-il à craindre de Wang ? En vérité, c'était un honneur pour ce dernier qu'il daignât s'asseoir auprès de lui.

Ah Q retira sa veste doublée, déchirée en maints endroits, et la retourna. Mais, soit que la veste vint d'être lavée, soit qu'il n'y apportât pas assez d'attention, après un bon moment, Ah Q n'avait trouvé que trois ou quatre poux, et par contre Wang-le-barbu en attrapait sans arrêt qu'il faisait craquer un à un sous sa dent avec un bruit sec.

Au début, Ah Q se sentit découragé puis sa colère commença à monter. Que ce misérable de Wang-le-barbu en trouvât tant, alors que lui n'en avait presque pas... c'était perdre gravement la face ! Comme il aurait voulu en découvrir un ou deux très grands ! Mais, malgré ses efforts, il ne réussit qu'à en attraper un moyen. Il le fourra brusquement entre ses lèvres épaisses et mordit dedans de toutes ses forces. Cela fit «crac», mais un «crac» bien moins retentissant que ceux de Wang-le-barbu.

Les cicatrices de teigne de Ah Q s'illuminaient ; il jeta sa veste à terre, cracha et dit :

— Espèce de chenille poilue !

— Chien teigneux, qui insultes-tu ? questionna Wang-le-barbu en le regardant avec mépris.

Bien que Ah Q fût plus respecté qu'autrefois et que son orgueil eût grandi en conséquence, il ressentait encore une certaine frayeur en rencontrant les désœuvrés coutumiers de la bagarre. Par exception, cette fois-ci il se sentait un courage extraordinaire. Un barbu comme celui-là oser lui manquer de respect ?

— Les insultes sont pour qui se reconnaît injurié, répliqua Ah Q maintenant debout, les mains sur les hanches.

— Tes os ont envie d'une râclée ? Wang-le-barbu se levait et jetait sa veste sur ses épaules.

Ah Q crut qu'il voulait s'enfuir et s'élança pour lui donner un coup de poing, mais Wang-le-barbu lui saisit le poignet au vol et d'une bourrade le fit chanceler, puis l'empoignant par la natte, l'entraîna vers le mur pour lui cogner la tête de la manière consacrée.

— Un gentleman parle, mais n'en vient pas aux mains ! criaient Ah Q la tête tout de guingois.

Apparemment, Wang-le-barbu n'était pas un gentleman, car sans prêter attention à cette protestation, il cogna cinq fois de suite la tête de son prisonnier contre le mur, puis d'une poussée l'envoya rouler six pieds plus loin, après quoi il s'éloigna satisfait.

De mémoire de Ah Q, c'était la première humiliation qu'il subissait de sa vie. Il méprisait Wang-le-barbu à cause de ses joues pleines de poils, mais, toujours la cible de ses moqueries, Wang-le-barbu ne lui avait jamais manqué de respect, à fortiori ne l'avait jamais battu. Or, contre toute prévision, Wang-le-barbu avait levé la main sur lui ! Ce qu'on racontait à la ville était donc vrai ? L'empereur aurait décidé d'abolir les examens officiels et ne voulait plus de bacheliers ni de licenciés. Si cela était vrai, le prestige de la famille Tchao en souffrirait certainement. Était-ce pour cette raison qu'on le traitait avec un tel mépris ?

(à suivre)

SEVESO en Italie

De notre envoyé spécial
Pierre Pujol

UNE BOMBE EN PLEINE CRISE

-3-

UN NUAGE QUI COMPLIQUE TOUT

C'est dans un contexte de crise profonde que l'affaire «du nuage toxique de la Givaudan» a éclaté.

L'accident d'Icmesa, intervenant juste au moment de la trêve des vacances, a projeté au premier plan de l'actualité le scandale quotidien des conditions de travail dans les usines italiennes et en particulier petrochimiques, très nombreuses dans le pays. Il y avait la Montedison à Priolo, le complexe de Porto Maghera, près de Venise où il faut mettre un masque à gaz pour respirer. Il y a tous ces cas de cancers chez les ouvriers de la chimie qui commencent à retenir leur attention. Derrière ces faits, grandit dans la classe ouvrière italienne le rejet de l'organisation capitaliste du travail. La bourgeoisie a tout fait pour étouffer le scandale.

Il a fallu une semaine et un premier mort pour que l'on commence à prendre quelques mesures. Il a fallu attendre la fin juillet pour entendre parler de dioxine. Pourtant les experts gouvernementaux, du trust, de l'OTAN étaient au courant dès le début. On a cherché à présenter (les directions syndicales les premières) ce fait très grave pour un gros accident du travail, sans dire que c'était l'activité régulière, normale, de l'usine. Alors qu'un certain nombre de démocrates avaient étudié la question, à l'époque de la

guerre du Vietnam, leur silence a pesé lourdement pendant 15 jours. Le ministère de la santé, le gouvernement de la région (PCI) ont laissé vivre des centaines de personnes dans des zones de très haute toxicité pendant 15 jours avant de les évacuer ! Un responsable de la CISL a même déclaré : «Les ouvriers ne sont pas contre le progrès. Alors il ne faut pas dramatiser ! Des pressions importantes, il y en a eu, c'est sûr, dit-on ici.

De Laroche, du gouvernement, de l'OTAN, un

des directeurs d'Icmesa est même membre du PCI. Pour les différentes fractions de la bourgeoisie, il n'était pas urgent que les choses se sachent. Elles ont cherché à gagner du temps pour entamer la recherche d'un antidote, passer des accords tacites entre partis pour ne pas «jeter de l'huile sur le feu». Le chœur des journaux de droite comme de l'Unita (PCI) qui a été unanime pour remettre toute la responsabilité sur la firme multinationale sans dire un mot de celle de la bourgeoisie italienne, semble bien le confirmer.

A LA VEILLE DE L'«AUTOMNE BRUTAL»

Le drame de Seveso est un élément important de plus dans une situation économique et politique de crise grave en Italie. La situation économique qui était celle de la période électorale ne s'est pas améliorée, bien au contraire. Le chômage massif, 2,5 millions de chômeurs, les licenciements, la hausse



des cadences, la restructuration capitaliste, s'accroissent. La chimie, la métallurgie, le textile subissent les effets de la crise. Le flot des chômeurs de Milan ou de Turin vient grossir la population de Naples. Dans ces conditions, le jeu des partis bourgeois devient de plus en plus serré devant

la montée du mécontentement et des luttes. Le gouvernement minoritaire (démocratie chrétienne) mis en place par Andreotti avec le «soutien critique et harcelant» du PCI, cherche en vain une solution à la crise gouvernementale pour renforcer, face aux travailleurs, son autorité dans ces circonstances difficiles. La petite social-démocratie, écrasée entre les deux «géants» (la DC et le PCI) n'est pas résolue à faire la courte-échelle pour favoriser le «compromis historique». La DC tente de retarder le plus possible l'échéance du PCI au gouvernement en échange de divers postes. «L'automne sera dur, il faut se résoudre à faire des sacrifices, il n'y a pas d'autre solution» déclare Andreotti, dévoilant ainsi la teneur réactionnaire de son programme minimum élaboré avec la participation du PCI : augmentation de la pression fiscale, blocage des salaires, restructuration accélérée en collaboration avec les directions syndicales, remise en cause du repos hebdomadaire, répression de l'absentéisme, augmentation des tarifs publics. Un «plan alimentaire» est prévu pour novembre, qui vise à limiter massivement la consommation de viande des familles. L'essence augmentera au delà d'une certaine consommation. Il est prévu de plus de mettre 20% des frais médicaux à la charge des travailleurs et de limiter les hospitalisations. C'est un véritable plan de guerre contre la classe ouvrière. Une classe ouvrière, mécontente de l'éternisation de la crise économique, gouvernementale et qui n'est pas décidée à faire les frais de la crise.

rer la mise en place de sa politique de crise. Si elle a pu un moment détourner l'attention des masses par les élections, celles-ci sont aujourd'hui achevées. Les travailleurs peuvent mesurer la réalité du «miracle économique italien» dont on leur rebattait les oreilles : les multinationales ont monnayé leurs investissements contre l'exploitation et la pollution. La discussion des conventions collectives qui reste bloquée, est un facteur supplémentaire de mécontentement. Le jeu du PCI apparaît lui-même plus clairement. Il se refuse à critiquer le gouvernement Andreotti, fondant toute sa tactique sur une prise de pouvoir camouflée : il s'est assuré la direction de la Chambre, le contrôle des dépenses publiques, de la commission du Plan et bientôt des transports, de l'agriculture et de la santé. Il vient d'emporter la mairie de Rome. Il dirige 5 gouvernements régionaux et a la main sur plus de 5 000 communes. Il appelle la classe ouvrière à faire les frais de la crise. Quand elle s'y résigne mal, il n'hésite pas à organiser la chasse aux ouvriers révolutionnaires, comme à la Magnetti Marelli, à Sesto, à l'Alfa Romeo. La généralisation des revendications sur la sécurité ne fait guère l'affaire du PCI : à Seveso, il place en tête des revendications, la «reprise de la production». A quelques encablures du pouvoir, le PCI, dans sa lutte sourde contre la DC, se doit de contenir tout mouvement de luttes, de se comporter en «parti de gouvernement». «L'automne brutal» dont parle la presse italienne verra-t-il apparaître dans les luttes, les premières contradictions de masse, entre le PCI et les travailleurs ? En ce cas, la «bombe de Seveso» y aura notablement contribué.

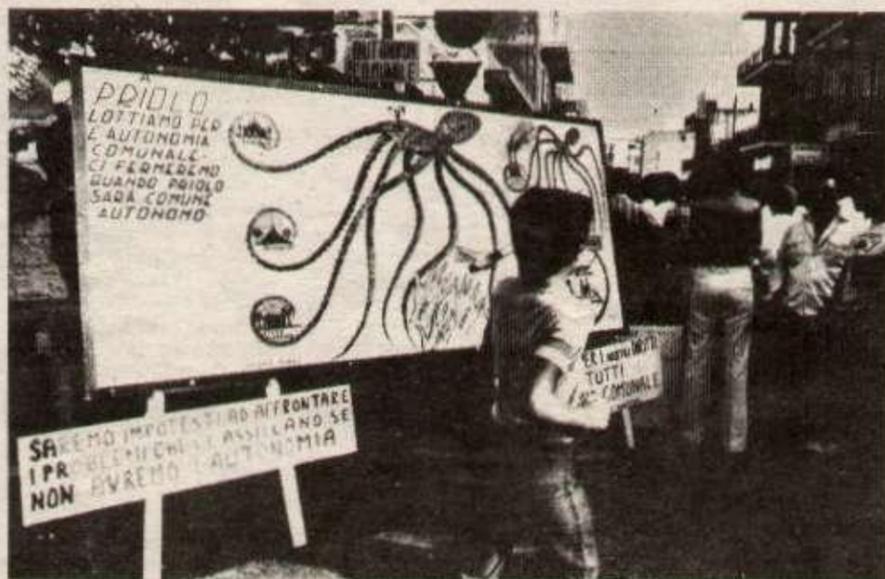
LE JEU DU PCI

La bourgeoisie italienne redoute avant tout une reprise des luttes, au moment où elle veut accélérer

ITALIE : LE RECORD DE LA MORT INDUSTRIELLE

Les travailleurs italiens sont d'autant plus indignés par l'affaire de Seveso, que l'Italie détient le triste record européen des usines mortelles. Rien qu'en Lombardie (région où se trouvent Seveso et Milan) on compte 117 usines de produits chimiques, 52 000 ouvriers y travaillent. Dans 252 communes lombardes, l'air est pollué, (dans 435 l'eau). 8 000 cas de silicose et 30 000 de saturnisme (mal du plomb) sont dénombrés chaque année en Lombardie. Derrière la Lombardie, on trouve le Piémont, la Vénétie, la région de Trente, l'Ombrie, la Calabre, etc...

L'Italie détient de ce fait le record de la mort industrielle. 4 fois plus d'accidents du travail et de maladies professionnelles qu'en France et en RFA. Le nombre des cancers a été multiplié par cent en un siècle, 1/5 des décès sont imputables aux tumeurs malignes. La carte de la mortalité par cancer correspond très exactement à celle des implantations industrielles chimiques. On a dénombré à l'usine chimique IPCA à Cirié, 140 morts par cancers de la vessie, à l'Acna, filiale de la Montedison à Cesano Mademo, 100 morts pour la même raison. Dans cette usine, on manipule sans sécurité, 126 produits divers. Le nombre de cancéreux est



très élevé dans la population de Coleferro (près de Rome) où se trouve l'usine SNIA Viscosa. On fabrique en Italie tous les toxiques les plus dangereux : 2-4-5 T, le parathion (1 200 tonnes par an) dont il suffit d'un gramme pour tuer un homme), le diphenyle, l'hexachlorophène, des déodorants, du chrome, du mercure, du chlore, du polychlorure de vinyle responsable de cancers chez les ouvriers de la Montedison à Brindisi. Des cancers, on en trouve à Portho Maghera, à Bollate, à Villa Dossola, à Puc Torresse, à Cagliari, à la

Solvay à Ferrare, à la Liquichimica à Matera, à l'Anic à Ravenna, à Priolo à la Monte Cattini. La bronchite chronique s'est développée massivement. Les fleuves sont transformés en égouts toxiques. On dit du Lambre que son eau cyanurée «tuerait un éléphant sur le coup». Les lacs d'Orta, de Nemi, de Bracciano, de Bolsena sont morts victimes des produits indégredables. Depuis de nombreuses années, la classe ouvrière lutte pour de meilleures conditions de travail, elle a obtenu une série de victoires. A la

Montecatini de Porto Maghera (40 000 travailleurs) les ouvriers ont imposé des médecins désignés par eux, de même en Lombardie. Les ouvriers de la chimie ont obtenu un horaire réduit (32 heures). La chimie est une des bases de la gauche révolutionnaire, un des points faibles du parti révisionniste italien. Pour toutes ces raisons on peut s'attendre à un essor des luttes sur le front de la santé dès cette rentrée et il n'est pas impossible que le point de départ en soit Porto Maghera près de Venise, une des bases des ouvriers révolutionnaires.